

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2054 - LUNDI 7 JUILLET 2014

FDLR

Six mois
supplémentaires
pour se rendre

Les États membres de la Sadc et de la Cirgl ont convenu, au cours d'une réunion tenue récemment à Luanda sous l'égide de l'ONU, d'accorder aux Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) un délai de grâce de six mois à compter du 2 juillet pour se rendre. Durant toute la période qui couvre ce délai supplémentaire, il a été décidé de suspendre tout recours aux armes contre ces rebelles hutus rwandais. Toutefois, une évaluation à mi-parcours sera faite dans trois mois.

Aussi les FDLR sont-elles astreintes à effectuer leur reddition complète dans le délai fixé au risque de subir les conséquences militaires qui découleront du non-respect du délai convenu. Si la RDC a réaffirmé son entière implication dans le processus de neutralisation des FDLR, elle n'exclut toutefois pas, à l'instar de la Monusco, l'option militaire pour mater au besoin les éléments réfractaires au désarmement. [Page 12](#)



Des éléments des FDLR dans la forêt de Pinga, à l'est de la RDC

Enjeux de l'heure

Matata Ponyo : « Le pays a
tourné la page de la guerre »

Interrogé par le journal britannique « The Guardian », le Premier ministre Augustin Matata Ponyo a estimé que les nouveaux enjeux et défis qui s'imposent à la République démocratique du Congo sont désormais d'ordre économique. Les femmes violées et les enfants soldats étaient une réalité pendant la guerre mais la RDC est aujourd'hui une économie qui croît à un rythme de 8%, une inflation maîtrisée à 1% et des réserves de change d'un niveau très élevé, a-t-il soutenu. Désormais, le pays aspire plus aux investissements étrangers des sociétés multinationales. Pour lui, après les conflits armés, c'est l'ère des entreprises. Le Premier ministre a reconnu, par ailleurs, que les décisions douloureuses étaient nécessaires pour atteindre les priorités de développement. Toutefois de nombreux obstacles persistent, mais le processus est engagé. [Page 13](#)



Matata Ponyo

COMMERCE ILLÉGAL DU BOIS

Initiative des pays
d'Afrique de l'Est
pour contrer
la fraude en RDC

Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda collaboreront étroitement avec cinq organismes internationaux pour mettre fin à l'exploitation forestière illégale et le commerce frauduleux du bois dans la sous-région et plus dans le Bassin du Congo à cause de leurs conséquences désastreuses sur les richesses naturelles et la biodiversité. Ces trois pays ont convenu d'augmenter le nombre de gardes forestiers et leur capacité à travailler le long de leurs frontières communes.

Cette initiative permettra de mieux surveiller les différents points de transit pour le bois exploité illégalement dans les pays du Bassin du Congo, principalement la RDC et la République centrafricaine. La couverture forestière de l'Afrique est estimée à environ deux milliards d'hectares, la plus grande partie étant située dans le Bassin du Congo. [Page 12](#)

ÉLECTRICITÉ

Un Atlas des énergies renouvelables en RDC

Le document, qui est une compilation des informations sur le secteur de l'énergie et des activités connexes dans les cent quarante-cinq territoires du pays, est une source majeure d'informations dans l'élaboration des politiques de la décentralisation énergétique et un outil essentiel pour attirer les

investissements. Le support avait été élaboré à l'issue des travaux tenus à Kinshasa du 3 au 4 juillet sur la supervision du ministre des Ressources hydrauliques et Électricité, Bruno Kapandji Kalala. Adopté au niveau des experts, cet atlas permettra de booster le développement des énergies de proximité au

moment où le secteur énergétique vient de s'ouvrir aux capitaux privés avec la loi portant sur sa libéralisation en attente de promulgation. Avec l'atlas ainsi disponible, la RDC possède déjà un document qui fera avancer son agenda national en matière d'accès pour tous à une énergie renouvelable. [Page 12](#)

BANDE DESSINÉE

Madame Livingstone revisite l'histoire coloniale
du Congo

La nouvelle œuvre de Barly Baruti et Christophe Cassiau-Haurie est parue le 2 juillet aux éditions Glénat. L'histoire mêle aventure et amitié sur fond de Première guerre mondiale en Afrique. La réalité des lieux est magnifiquement restituée par le dessin de Barly Baruti en couleurs directes. L'album est prolongé d'un cahier bonus de seize pages éclairant sur le contexte historique. Le bédéiste déclare avoir traité sa nouvelle livraison à la manière d'un roman graphique. « Barly Baruti peint magnifiquement les paysages du grand Tanganyika. Des parures des femmes aux aurores, les aquarelles sont superbes, et si la reconstitution est précise, son Congo de 1915 respire la vie et l'instant. Le parcours personnel de Livingstone donne un supplément d'âme à cette très belle aventure », indique sudouest.fr [Page 14](#)

ÉDITORIAL

Émouvante !

Oui, émouvante fut, vendredi après-midi, la cérémonie organisée par « Terre d'école » dans le cadre du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza au cours de laquelle trois cents enfants furent invités de façon très symbolique à découvrir un jardin-potager dans lequel toutes sortes de légumes étaient offertes à leur curiosité. Émouvante, bien sûr, parce que nombre de ces enfants, dont beaucoup sont orphelins ou vivent dans la précarité, partageaient cet instant avec une passion non feinte. Émouvante aussi car elle ouvrait en quelque sorte une nouvelle page de l'Histoire de notre continent en plaçant l'approche de la nature au cœur des priorités de l'éducation.

Il est bien vrai que l'Afrique s'imposera demain comme la région du monde la plus dynamique et sans doute la plus prospère car elle possède des richesses naturelles immenses qu'elle commence tout juste à exploiter et que, parmi ces richesses, la terre arable apparaît de très loin comme la plus grande. Dès lors que nos peuples apprendront à mettre en valeur ces espaces immenses et, par conséquent, à en tirer pour eux-mêmes les avantages qu'ils recèlent, le formidable mouvement qui nous pousse en avant s'accélérera. Non seulement nous n'aurons plus besoin d'importer à grands frais les produits alimentaires que nos terres peuvent générer, mais encore notre continent deviendra le grenier du monde.

Pour peu que nous respections les lois de la nature et protégions efficacement l'environnement intact qui nous a été légué par les générations précédentes, l'Afrique sera un exemple, un modèle auquel tous les autres continents se référeront. Mais nous n'atteindrons cet objectif que si les enfants d'aujourd'hui sont formés, d'une part, aux techniques modernes, d'autre part au respect de la nature. Et c'est précisément ce que vise le projet « Terre d'école » lancé en fin de semaine dernière de façon très symbolique au Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza.

Méditons donc les propos que Béline Ayessa, Maria Maylin, la ministre Émilienne Raoul, l'Ambassadeur de France Jean-Pierre Vidon, le célèbre chanteur Michel Delpech ont tenu, l'un après l'autre, en ce jour mémorable. Ils portent, chacun à leur manière, un message qui, n'en doutons pas, traversera les siècles car ils relient le présent au passé, tracent la voie d'une avancée sociale sans précédent, plaident pour le respect de l'environnement, bref répondent aux préoccupations fondamentales qui sont aujourd'hui les nôtres.

Merci à vous qui les avez formulés avec tant de passion et tant d'intelligence ce 4 juillet 2014 en plein cœur de Brazzaville, sur les marches du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Les journalistes doivent jouer leur rôle de médiateurs

Le Réseau panafricain des journalistes a organisé le 3 juillet une table ronde sur le thème : « le rôle médiateur du journaliste dans le débat sur la révision ou le changement de la Constitution du 20 janvier 2002 ».

Les conférenciers, pour la plupart des universitaires ont, chacun à sa manière, démontré que la Constitution du 20 janvier 2002 avait déjà prévu les mécanismes de révision, sauf pour des sujets imprescriptibles. D'autres par contre, ont indiqué que le changement d'une constitution devrait être motivé par une raison majeure justifiée par un déséquilibre social profond.

Un conférencier justifie le changement de la loi fondamentale

Dans son exposé qui portait sur « les enjeux liés à l'avènement de la nouvelle République », Jean Joseph Paka a indiqué que tous les Congolais aspiraient actuellement à l'avènement d'une nouvelle République où seraient privilégiées les valeurs ancestrales de partage, d'équité et de justice. Ainsi, a-t-il ajouté, la modification ou le changement de loi fondamentale serait la condition sine qua non de l'avènement de cette nouvelle République. Aussi, a-t-il renchéri, la constitution doit prendre en compte l'évolution des exigences de la société qu'elle régit.

Selon lui, la constitution du 20 janvier 2002 paraît actuellement caduque et ne répond plus aux nouvelles aspirations des Congolais. Conçue dans un contexte post-conflit, a-t-il poursuivi, elle devait tenir compte de deux impératifs principaux : le rétablissement de la paix et la restauration



Les quatre conférenciers et le modérateur (© Adiac)

de l'autorité de l'État. En réalité, a-t-il conclu, les constitutions post-conflit exposent les candidats en attente de l'alternance au pouvoir à une sorte de pénitence et suscitent, de ce fait, rancœurs, impatience et frustration. « Elles ne sont pas adaptées pour favoriser la concorde nationale et la cohésion sociale à laquelle aspirent les Congolais et dont on comprend dès lors l'inquiétude », a-t-il dit.

Pour l'économiste Joseph Yedikissa Dadié, la Constitution n'est pas un texte anodin

Son changement, a-t-il dit, doit obéir à une démarche structurée, doit donc être motivé par un fait majeur. Dans aucune constitution au monde, a-t-il ajouté, il n'a jamais été prévu de mécanismes de changement. Il y est toujours préconisé des possibilités d'amendement ou de révision. Selon lui, rien ne justifie actuellement le changement d'une constitution dans un pays où les opportunités économiques, sociales et financières sont favorables. Par ailleurs, Joseph Yedikissa s'interroge sur les causes réelles du retard qu'accuse le Congo dans son développement ; étant entendu, a-t-il insisté que le pays dispose de plusieurs atouts devant favoriser son décollage économique et social. Aucun signe

de l'effondrement de la société congolaise, a-t-il conclu, n'est perceptible pour justifier le changement d'une loi fondamentale.

Dans une démarche purement juridique, Severin Adzoka a démontré qu'il était possible de procéder à une révision totale de la Constitution du 20 janvier 2002 sachant, selon lui, qu'il y a une constitution sociale fondée sur les valeurs universelles et une constitution politique définissant l'organisation, la composition et le fonctionnement des institutions politiques. a révision de cette dernière catégorie est possible. Par contre, on ne peut pas envisager la modification de la première catégorie, car elle est fondée sur les valeurs constituant un fonds universel et préconisé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les ONG œuvrant dans le domaine de leur protection et de leur défense.

De son côté, Juste Ibombo s'est appesanti sur la mise en place d'une nouvelle République tirant sa force d'un pacte républicain. Il a proposé, dans la prochaine constitution, de créer les postes de vice-président et de Premier ministre. Il a également suggéré la suppression du Sénat dans le prochain ordonnancement institutionnel.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Afred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

TRAVAUX PUBLICS

Le ministère introduit une innovation pour viabiliser les routes en terre

Après un essai jugé concluant, le ministère de l'Équipement et des travaux publics a lancé, dans le département de la Lékoumou, les travaux d'aménagement et de revêtement des routes en terre à base d'un produit stabilisant, Probase, d'origine Malaisienne.

L'axe Mapati-Komono-Yaya-Mossendjo qui relie le département de la Lékoumou à celui du Niari, sur une distance d'environ 160 km, a constitué la première phase de cette innovation. Le choix de ce produit, en remplacement de la latérite, fait partie des solutions que ce ministère veut apporter pour rendre plus durable les routes nationales, départementales et autres pistes agricoles en construction. Objectif : réduire les coûts, soit 90% moins cher que le goudron.

L'avantage du Probase, a précisé le ministre des Travaux publics réside sur l'absence de combustion car le tout se fait à froid. « Avec le Probase, nous tournons résolument le dos aux pratiques anciennes. S'il est appliqué selon les règles de l'art, on peut avoir une trame qui garantit une tenue de la route d'environ huit à dix ans de durée de vie contrairement aux routes latéritiques dont la durée est évaluée entre deux à trois ans », a déclaré Émile Ouosso. Les experts des travaux publics et ceux de la société Sipam TP qui ont introduit cette innovation s'accordent à dire que le produit d'émulsion, « Free S ou Probase », traite tous types de sols latéritiques et sablonneux. Selon la programmation faite par la société chargée de mener cette opération, la deuxième phase concernera les routes Louingui-Loumo-Tombo Manianga et Odziba-Mbé, dans le département du Pool et celles du département de la Cuvette, notamment l'axe reliant Issabi-Aboundji-Engoumina.

« L'organisation faite pour cette mise en œuvre est classique. D'un côté, l'entreprise qui réalise les travaux et, de l'autre, la mission de contrôle chargée de suivre au quotidien leur exécution. Tout ceci après des études faites », a indiqué le ministre des Travaux publics.

En choisissant cette innovation, le gouvernement veut ainsi apporter partout des routes qui garantissent la circulation en toute saison.

Guy-Gervais Kitina

Plus de deux milliards FCFA pour aménager la route Mila-Mila-frontière du Gabon

La société forestière Taman-Industrie va réaliser, pour un coût global de 2 022 600 000 FCFA, les travaux d'aménagement de la route d'intérêt sous régional reliant le Congo, à partir de Mila-Mila dans le district de Louvakou, département du Niari, à la frontière du Gabon

Les travaux y relatifs ont été lancés récemment dans le district de Louvakou par le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Émile Ouosso, en présence des autorités départementales.

Cet axe, facteur d'union et de brassage des peuples, a pour vocation de favoriser les échanges entre le Congo et le Gabon. Il est une réponse aux revendications formulées par les populations de cette partie du pays. La construction de cette route va désenclaver les districts de Nyanga, de Kibangou et de Louvakou, grands bassins de production, en les reliant à Dolisie, le chef-lieu du département du Niari. Inscrite parmi les routes d'intérêt sous régional à bitumer, cette route intègre les projets du programme prioritaire du Congo, conformément au plan directeur consensuel des Transports en Afrique centrale (PDCTAC). Et conformément aux études de faisabilité confiées au bureau d'études CIRA, le bitumage de cette route sera réalisé grâce à un co-financement tripartite de la Banque africaine de développement (BAD), du Congo et du



La route Mila-Mila-frontière du Gabon

Gabon. « La connexion de cette route à la route nationale n°1 (Brazzaville-Pointe-Noire) à partir de Dolisie va compléter le corridor Libreville-Brazzaville essentiel dans la concrétisation de la vocation de pays de transit du Congo », a souligné le directeur général des Travaux publics, Blaise Onanga, à l'occasion du lancement des travaux.

Selon lui, un accord de prêt pour le bitumage de la première section, Dolisie-Kibangou longue de 93 km, a été signé en janvier dernier avec le Fonds africain de développement. Par ailleurs, la réalisation de la route Mila-Mila-Kibangou-Nyanga-frontière du Gabon est mise en œuvre par un protocole d'accord technique. Sa coordination est assurée par un comité de pilotage composé des ministères des Fi-

nances, de l'Économie forestière et des Travaux publics. Le contrôle technique est quant à lui assuré par le Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP). Les travaux envisagés pour une durée de douze mois portent sur le dégagement de l'emprise sur 15 à 20 mètres de chaque côté de la route, d'aménagement de la plateforme par reprofilage lourd, de rechargement en matériaux sélectionnés et le couronnement de la chaussée à la latérite de 12 à 15 cm d'épaisseur après compactage. La largeur de la chaussée sera de 10 mètres, avec fossés divergents tous les 100 mètres, tandis que la pente admissible envisagée pour cette route est de 6%, conformément aux normes forestières, a indiqué le directeur général des travaux publics.

G.-G.K.

LE FAIT DU JOUR

Congo : les politiques jouent à l'émiettement

Lorsqu'en 2011, à l'occasion de son sixième congrès extraordinaire, le Parti congolais du travail (PCT) réussit l'exploit de ramener à lui, corps et biens, plusieurs formations politiques - il est vrai proches au départ- pour les fondre en son sein, les observateurs y virent la fin prochaine d'une tendance héritée de la conférence nationale souveraine : celle qui consacrait la création de nouveaux partis politiques pour un oui, ou pour un non. Il n'en est rien. Les carriéristes du secteur sont à l'œuvre et poursuivent leur marche en avant en toute tranquillité. Tous les jours que Dieu fait, un nouveau parti voit le jour au Congo, un nouveau leader promet monts et merveilles à ses compatriotes.

Recadrons le propos : le pluralisme politique étant en vigueur au Congo depuis vingt-trois ans, le tour de force opéré par le PCT en 2011 ne concer-

nait tout naturellement que les forces politiques de son bord idéologique, dont pour certaines, la survie dépendait presque étroitement de son attention renouvelée. Que ce soit, en effet, la multitude d'associations qui furent pour la plupart d'entre elles spécialisées dans l'animation au chant et au tam-tam de meetings populaires ; que ce soit les partis emportés, il y a bientôt trois ans, par l'élan de rassemblement rappelé plus haut, tous lorgnaient de temps en temps le plus vieux d'entre eux, et se repositionnaient par rapport à son attitude à leur égard. Mais, cette idée de se mettre ensemble était en soi une petite merveille si l'on considère les intérêts souvent divergents des acteurs politiques.

Du côté de l'opposition, même s'il n'a pas été observé un large sabordement des partis au profit d'un seul, la tendance au regroupement fut relayée par la constitution d'ensembles plus ou moins structurés. C'est au nom

de ces ensembles, très souvent, que leurs dirigeants prennent la parole pour se prononcer sur les questions d'intérêt national. Il faut néanmoins rappeler qu'à l'opposition comme à la majorité, les points de jonction sont parfois très fragiles. C'est pour cela, peut-être, que l'on continue d'enregistrer la naissance des nouvelles formations politiques, ceux qui les créent ne semblent pas cependant scruter la part de distraction que les cérémonies officielles de déclaration de ces partis exercent sur les populations.

Après plus de deux décennies de pluralisme politique, on était en droit de se dire que le moment venu, les dirigeants politiques clarifieraient leur vision de l'avenir du pays autour, non pas de deux ou de trois partis, mais de deux ou trois grands ensembles de partis sur lesquels serait portée l'attention du peuple-électeur dans différents scrutins. Pourquoi trois grands ensembles de partis et non pas trois grands partis ? Parce que, à la

pratique, les faits prouvent que chacun de ceux qui ont créé un parti souhaite en conserver les attributs pour soi, tant qu'il vit. Le choix de grands ensembles qui fédéreraient plusieurs partis unis par un programme cohérent serait donc plus adapté à la donne congolaise.

Au lieu de cela, les politiques congolais prônent l'émiettement comme meilleure feuille de route. Comme s'ils voulaient dérouter les quelque quatre millions d'habitants dont seulement une petite moitié est concernée par les scrutins, ces politiques multiplient emblèmes et sigles de leurs partis en création qu'ils positionnent tantôt à la majorité présidentielle, tantôt dans l'opposition, donc à peu-près sur de l'existant. Si et seulement si Dieu pouvait les aider à comprendre que par cette façon d'agir ils feront du surplace encore pour longtemps ; s'il pouvait aider le peuple-électeur à être plus regardant dans ses choix !

Gankama N'Siah

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET

POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE D'ELABORER DES ETUDES TECHNIQUES DES PISTES AGRICOLES DANS LE DEPARTEMENTS DES PLATEAUX, DU POOL ET DE LA BOUENZA

Le Gouvernement de la République du Congo et la Banque mondiale ont convenu d'un financement additionnel de 5 milliards deux cent cinquante millions de francs (5 250 000 000) CFA, en vue de la mise en œuvre des activités complémentaires du PDARP, de 2014 à 2015, à la suite d'un premier projet initial qui a débouché sur les résultats satisfaisants. Dans le cadre de l'accomplissement des activités de la composante 2 (réhabilitation des pistes rurales et des infrastructures de marchés), le PDARP se propose de réhabiliter des pistes agricoles dans des pôles de croissance agricoles sur environ 80 kilomètres.

Objectif de l'étude

L'objectif de cette étude est de localiser, définir et évaluer les travaux qui permettront de garantir durablement la circulabilité normale des pistes, en toute saison, à une vitesse de l'ordre de 40 km/h, sans nécessairement en assurer le confort et de réduire, au maximum, les charges d'entretien.

Le Bureau d'étude devra, en conséquence, identifier les points critiques qui empêchent les pistes concernées d'offrir effectivement le niveau de service attendu. A cet effet, il devra déterminer la nature des travaux devant permettre de corriger ces points critiques, au travers d'opérations localisées de débroussaillage, déforestation, abattage d'arbres, décapage, traitement de bourbiers, reprofilage, recharge, assainissement et construction des ouvrages de franchissement et/ou de traversée.

Profil du bureau d'études

- une solide expérience en études et contrôle de travaux de routes en terre;
- avoir réalisé au moins trois études similaires en nature et complexité comparables;

•disposer, au moins, des compétences suivantes : un ingénieur TP de niveau universitaire (BAC+5), chef de mission, ayant au minimum sept (7) années d'expérience générale avec cinq (5) ans d'expérience dans la réalisation de travaux de nature et de complexité comparables, dont au moins deux (2) ans en tant que chef de mission; un ingénieur géotechnicien, ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience dans la réalisation de travaux de nature et de complexité comparable; et un topographe ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience dans la réalisation de travaux de nature et de complexité comparable.

Durée de la mission : La durée de la mission est de 8 semaines.

Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux procédures applicables aux projets financés par la Banque Mondiale. La méthode de sélection est la Qualification de consultants.

Les cabinets d'études intéressés peuvent obtenir les termes de référence détaillés ou toutes autres informations complémentaires à l'adresse ci-dessous les jours ouvrables, de 9h30 à 15h00, et déposer leur dossier de manifestation d'intérêt sous pli fermé ou en version électronique, au plus tard le 25 novembre 2011 à 15h :

M. Isidore ONDOKI, Coordonnateur du PDARP, Unité de Coordination du Projet, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Mpila, Brazzaville-République du Congo Tél. : (242) 06 858 88 88 / 05 312 30 30 / E-mail : pdarp_maep@yahoo.fr

Le Coordonnateur,
Isidore ONDOKI

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET

N° 16/MEFPPI/PRCTG/14

« Recrutement d'un Consultant individuel international pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation des projets d'investissement public en République du Congo »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Consultant individuel international pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation des projets d'investissement public en République du Congo.

2. L'objectif général poursuivi est de rendre opérationnel et fonctionnel le système de suivi-évaluation des projets d'investissement public en République du Congo. Les objectifs spécifiques sont : (i) mettre en place un système de collecte, de traitement, d'analyse, de transmission et d'actualisation régulière des données en vue de la prise des décisions; (ii) mettre en place des procédures visant à faire participer les départements ministériels bénéficiaires au système de suivi-évaluation mis en place; (iii) établir un circuit de collecte et de traitement des données sectorielles; (iv) élaborer les outils de collecte du système de suivi tout en identifiant à chaque niveau de la collecte, les responsables concernés; (v) proposer un progiciel de suivi-évaluation capable en temps réel de produire les informations et les rapports de suivi-évaluation y compris les indicateurs de performance de la matrice de résultats (cadre de résultats). Le progiciel proposé sera acquis par le gouvernement; (vi) contribuer à l'amélioration des programmes annuels d'activités, des plans d'opérations y compris les indicateurs de suivi des performances pour faciliter la prise de décisions; (vii) assurer une formation à la tâche des agents et cadres concernés (niveaux sectoriel et central) en suivi-évaluation à travers les modules de collecte, de traitement, d'analyse, de stockage, de sécurisation des données et de diffusion des rapports.

La durée de la mission est de trois (03) mois y compris la soumission du rapport final.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités

techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client);
- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

- avoir un diplôme universitaire (Bac+5) en rapport avec la gestion des projets et programmes de développement; avoir une expérience avérée dans la conception et la mise en œuvre de système de suivi-évaluation de projets d'investissement public;
- avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, MS-project...)

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard vendredi 25 juillet 2014:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE UNITE D'EXECUTION DU PROJET SECTION PASSATION DES MARCHES B.P 2116 Brazzaville, République du Congo Derrière le Commissariat Central Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 02 Juillet 2014
Marie Alphonse ITOUA,
Coordonnateur

AVIS DE RECRUTEMENT

Une société industrielle basée à Pointe-Noire recherche 3 personnes pour son Service Logistique :

UN SUPERVISEUR DU DEPOT VENTE

Votre Mission : Vérifier la conformité des chargements avant toute livraison chez les clients, planifier les livraisons aux clients, enregistrer les réclamations clients, comptabiliser les retours des produits au dépôt, participer aux inventaires hebdomadaires et mensuels, dresser un rapport détaillé des ventes ainsi que la situation des non livrés, contrôler la fiche de traçabilité des lots de production (liste non exhaustive).

UN CHARGE DES EXPEDITIONS

Votre Mission : Assurer la livraison des produits finis aux clients et veiller au bon respect de la traçabilité des produits, suivre les mouvements des intercalaires en assurant leur traçabilité dès la sortie du dépôt vente, contrôler les chargements de produits dans les véhicules (liste non exhaustive).

UN CHARGE DES STOCKS

Votre Mission : Garantir la justesse des stocks de produits finis, assurer le suivi au quotidien des lots de production selon les règles de la société, coordonner le rangement du magasin et approvisionner le dépôt vente, coordonner et réaliser les inventaires de produits finis (liste non exhaustive).

Ces trois postes requièrent le profil et le niveau de formation ci-après : Rigueur et dynamisme, sens de l'organisation, la maîtrise de l'outil informatique, l'aptitude à gérer une équipe et technique de gestion de stocks. Bac + 2 minimum avec au moins 3 ans d'expérience dans le domaine

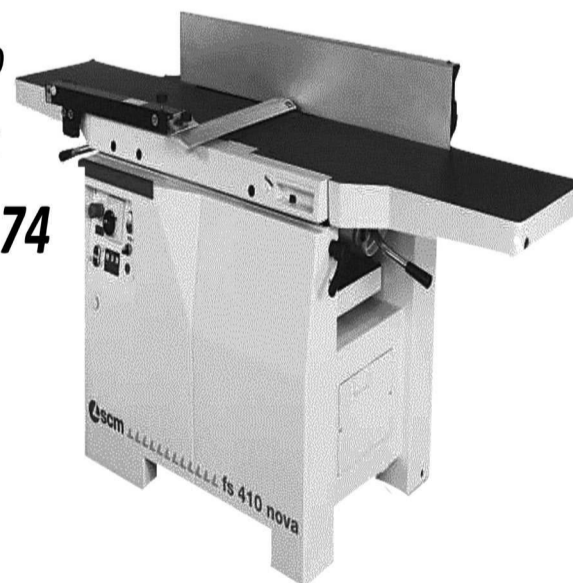
Rémunération : à définir en fonction de l'expérience du candidat,

Envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse : recrutements.pnr@gmail.com

VENTE MACHINES A BOIS NEUF & OCCASION

En visite au Congo
Jusqu'au 10 juillet

Tél. 06 924 00 74



Ets. JOULIN & Fils – Paris, France

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – France

Portable : 00(33) 608 02 59 42 – Email : ets.joulin@free.fr

Tél : 00(33) 142 07 12 13 - Fax : 00(33) 142 07 12 13

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« La bataille des idées est un moment politique aussi essentiel que les batailles électorales et les batailles militaires... »

Franklin Nyamsi, universitaire franco-camerounais, le Faso.net, 9 septembre 2013

« Exercer la démocratie, c'est cultiver l'échange, la confrontation, la dispute »

Marie-Laurence Bertrand, secrétaire de la CGT, l'Humanité, 27 juin 2014

« La meilleure chose que l'UE puisse faire pour l'Afrique, c'est de lui permettre de sortir de la pauvreté, pas de partir en guerre sur son sol ! Au lieu de faire le gendarme de l'Afrique, nous pourrions immédiatement endiguer le trafic de pêche qui pille les stocks de poissons de la côte Ouest Africaine. »

Nigel Farage, eurodéputé souverainiste, Monde Politique, le 28 mai 2014

« Les systèmes de télécommunications fiables constituent des gages de gains de productivité et de compétitivité accrue pour les pays qui les développent. Ils sont donc un élément majeur pour développer l'attractivité et la compétitivité d'un pays »

Abdou Karim Sall, directeur de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (Artp), Sénégal, Le Soleil, 27 juin 2014

« Il faut bien voir que dans le football, et dans le sport en général, ce sont les gens qui ont du mal à s'intégrer par les voies normales qui vont voir dans le sport un élément de promotion individuelle ou collective. »

Patrick Mignon, sociologue à l'INSEP (Institut National du Sport et de l'Education Physique), Foot et racisme, Point de vue, 04 juillet 2006

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Les notaires congolais mis à contribution

Acteurs importants dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les notaires congolais devront dorénavant redoubler de vigilance et vérifier minutieusement l'origine des fonds de leurs clients, afin de dresser des déclarations de soupçon dignes de foi à l'Agence nationale d'investigations financières (ANIF), qui, à son tour ouvrira des enquêtes.

Pour atteindre cet objectif, l'ANIF a organisé, le 3 juillet à Brazzaville, une séance de sensibilisation au profit des notaires congolais en vue de les sensibiliser à la réglementation anti-blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. La réunion visait également à donner aux notaires la conduite à tenir ainsi que les stratégies à adopter vis-à-vis de leurs clients, afin de connaître l'origine de leurs fonds et de remonter discrètement les infirmations à travers des déclarations de soupçon auprès de l'ANIF, qui procédera à des enquêtes. « Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la sensibili-

sation des assujettis à la réglementation anti-blanchiment d'argent et financement du terrorisme. Nous avons déjà tenu une réunion similaire avec les dirigeants des banques ; cette fois, c'est avec les notaires, parce qu'ils ont l'obligation de faire des déclarations de soupçon à l'ANIF », a souligné le directeur de l'Agence nationale d'investigation financière, André Kanga.

Les enquêtes concernent tout argent avéré d'origine illicite, déposé ou prêt à être placé dans le circuit économique via les banques. Ces fonds peuvent être obtenus par le biais de crimes économiques tels que le détournement des fonds publics, les crimes de sang (braquage, assassinat) ou la vente de la drogue. Cette mesure vise surtout à lutter contre le financement du terrorisme au sein de la sous-région. Conscients de la tâche qui leur incombe dans l'application de cette réglementation sous-régionale, les notaires congolais souhaitent aider l'État dans cette lourde mission. « Cette réunion est la bienvenue. Quand nous

voyons ce qui se passe autour de nous dans la sous-région, nous estimons que les notaires peuvent contribuer à la sécurité économique. Nous sommes dépositaires des fonds de nos clients et il nous revient d'en connaître l'origine. Dès lors que l'origine de l'argent déposé est floue, nous sommes tenus de faire une déclaration de soupçon aux structures habilitées », a déclaré la présidente de la Chambre des notaires du Congo, maître Esther Nanette Note. Cette réunion préparait aussi la tenue, en septembre prochain à Brazzaville, d'un grand séminaire sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui sera animé par les experts du Groupe d'action anti-blanchiment et financement du terrorisme, en collaboration avec la Banque mondiale. Ces assises regrouperont les notaires, les agents de change ainsi que les banques, acteurs également décisifs dans la lutte contre ce phénomène. Cette réunion permettra de juger les efforts du Congo dans ce domaine.

Firmin Oyé

SNE

Plus de 71 milliards FCFA pour l'exercice 2014

Le budget adopté permettra à la Société nationale d'électricité (SNE) de mettre en exploitation tous les centres de production et le réseau de distribution. Ceci, afin de garantir de façon pérenne l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national.

« Ce budget, bien que modeste par rapport aux besoins de l'entreprise, nous permettra de gérer au mieux ce service. Nous avons une noble mission, celle de stabiliser le système d'approvisionnement de l'électricité du pays de façon durable », a déclaré le directeur général et président du directoire de la SNE, Louis Kanoha Elenka, à l'issue de la session budgétaire ordinaire du conseil d'administration, présidée par Eugene Ondzambé Ngoyi, le 3 juillet à Brazzaville.

Autres points adoptés lors de cette session, le programme d'activités 2014, dont les réalisations des cinq premiers mois ont été soulignées positivement par les administrateurs. Le règlement financier et comptable, également adopté, a été assorti de la recommandation, pour le directoire, d'élaborer un manuel de procédures administratives, financières et comptables dans les meilleurs délais.



Les administrateurs lors de la session budgétaire

S'agissant du rapport d'activités exercice 2013, plusieurs recommandations ont de même été formulées, en particulier la production d'un rapport sur l'ensemble des projets en cours d'exécution.

Un rappel a été aussi fait concernant la gratuité de l'électricité aux agents SNE. « Chaque agent n'a droit qu'à un seul point de gratuité qui ne saurait être

à caractère commercial », stipule le communiqué final.

Le souhait a été émis d'élaborer le programme d'activités et le budget exercice 2015 au plus tard le 23 décembre prochain et de déployer graduellement l'organigramme, la charte d'éthique ainsi que le règlement intérieur du conseil d'administration de la SNE.

Lopelle Mboussa Gassia



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
PDG02	Renforcement des capacités de planification des élus locaux	5 jours	07 au 11 juillet 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	14 au 18 juillet 2014
GMP13	Techniques de négociation des contrats des marchés publics	3 jours	15 au 17 juillet 2014
FF2	La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	21 au 25 juillet 2014
GRH03	Outils et méthodes d'évaluation des compétences	4 jours	22 au 25 juillet 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	28 au 25 juillet 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

SPECIALE FORMATION INFORMATIQUE

Bénéficiez de toutes nos formations

+ 1 mois d'assistance gratuite⁽¹⁾

Formation
100% Pratique

• Initiation
• Avancé

Choisissez votre lieu de formation

- formation à domicile
- en entreprise
- Centre KD

- Initiation à la Bureautique
 - Word • Excel • PowerPoint • Publisher
- Fonctions avancées • Excel^{New}
- Outlook (mails, contact, calendrier et agenda)^{New}
- Base de données • Access
- Gestion • Ciel Compta • Ciel
 - Paye • Ciel gestion commerciale
- Ciel Compta niv2 (Immobilisation, Trésorerie prévisionnelle, Compta analytique, Tableaux de bord)
- Infographie • Retouche d'image avec Adobe Photoshop
- Initiation à l'Internet
- Formation aux réseaux
- Maintenance informatique
- Synchroniser + partager données avec smartphone et PC^{New}
- Comment configurer la sécurité AV réseau • Symantec Endpoint^{New}
- Configuration d'un moteur SMS^{New}
- Administration d'un autocom IP^{New}

(1) Offre soumise à condition



849, Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

Bzv 04 475 88 41 / 06 668 90 11
Kin +243899320131

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123



Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- | | |
|---------------------------------|--|
| ASSURANCE AUTOMOBILE | ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT |
| ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE | ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais) |
| ASSURANCE MALADIE | ASSURANCE INCENDIE |
| ASSURANCE VOYAGE | ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION |
| ASSURANCE TRANSPORT | ASSURANCE SCOLAIRE |
| ASSURANCE GLOBALE BANQUE | |

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion Spéciale



Spécificités

- * AMD Processor, Windows OS
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 17" HD LED LCD, French Keyboard, DVD-RW

Prix : **265.000** TTC



Prix : **55.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron N2820 quad-core processor (1.86 GHz/ 2.0 GHz w/ Intel Burst, 44-bit version)
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD Widescreen CineCrystal LED LCD
- * Acer Crystal Eye HD Webcam
- * French Keyboard, Boot-up Linux OS
- * DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050



Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500** TTC



Cartouche HP 21 N/C
Prix : **13.500** TTC



Spécificités

- * Impression, Numérisation, Copie
- * A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
- * 1 port USB 2.0 haut débit
- * Jusqu'à 16 ppm en noir, 10 ppm en couleur
- * Garantie 1 an

Av. Alphonse Fondere, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com



ŒUVRES SOCIALES

L'école primaire André-Grenard-Matsoua bénéficie de fournitures scolaires

L'association Union a remis, le 2 juillet à Brazzaville, un don de fournitures scolaires à cinquante-quatre élèves de l'école primaire André-Grenard-Matsoua dans le cadre de ses actions humanitaires.

Le don est composé de douze montres, sept grands cahiers, cinq protège-cahiers, cent quatre-vingt-sept stylos, six tubes de colle à papier, cinq boîtes de crayons de couleur, trente-cinq crayons, quatre taille-crayons, dix gommes, quatre paires de ciseaux pour papier, douze règles-rapporteurs équerres, seize cahiers de quarante-huit pages, dix cahiers de trente-deux pages et des trousseaux. Kevin Boucongou, l'un des responsables de l'association, a remis ce don à la directrice de l'école, Pembé Lydia.

Le geste de l'association Union encourage, d'un côté, l'excellence scolaire et, de l'autre, intègre les initiatives de lutte contre la déscolarisation.

« L'opération d'aujourd'hui est rendue possible grâce à la contribution de l'école primaire de la Cessoie de Saint-André-lez-Lille, qui est notre partenaire. C'est un bel élan de solidarité des enfants de France envers des petits Congolais. Pour nous, c'est l'occasion d'encourager les enfants à travailler davantage. Nous souhaitons accompagner l'école primaire André-Grenard-Matsoua. À l'avenir, nous y prévoyons d'autres actions », a commenté Jos Kignoumbi, responsable de l'association Union, basée en France.



Kevin Boucongou distribuant les fournitures aux élèves (© Adiac)

La générosité de l'association Union n'est plus à démontrer. Très récemment, elle a fait un don de jouets à la pouponnière et à la crèche de Makélékélé (premier arrondissement Brazzaville). Onze enfants à la pouponnière et plus de deux cents à la crèche en ont été les heureux bénéficiaires.

Fortuné Ibara

LUTTE CONTRE LA FAIM

Plaidoyer pour le développement de la production maraîchère

L'Organisation internationale pour l'évolution matérielle (OIEM), une organisation humanitaire, a plaidé le 3 juillet à Brazzaville, pour l'augmentation de la production maraîchère dans les départements afin de pallier la crise alimentaire.

L'OIEM propose la création de sites de référence d'approvisionnement en produits maraîchers dans les grands centres urbains du Congo. « L'Afrique en général et le Congo en particulier ne produisent pas assez. Beaucoup de jeunes Africains meurent de faim. Les districts du Congo doivent s'efforcer d'avoir leurs propres unités de production pour assurer un avenir heureux à notre pays », a déclaré Franck Mayoukou l'inspecteur de cette organisation. Pour lutter contre le fléau de la faim, l'OIEM propose également la mise en place d'un conseil des

sages pour s'occuper du suivi de la production. « Une fois qu'il sera instauré, les sages vont réfléchir à la question de la production durable », a-t-il ajouté. Récemment, dans la localité de Gamboma, l'inspecteur de l'OIEM a expliqué aux communautés la nécessité de créer des voies de communication pour acheminer les produits maraîchers. Il a demandé la mise en place d'une commission d'enquête pour mettre un terme à la politique destructrice des zones maraîchères. Il a également invité les Congolais à développer la solidarité, à bannir les antivaleurs, à instaurer des règles de bonne conduite au niveau national et à interioriser l'esprit de l'unité nationale.

Cette séance d'explication a reçu, selon l'inspecteur de cette ONG, un accueil favorable des habitants de la localité.

Fortuné Ibara

Le basketteur Serge Ibaka soutient les enfants vulnérables

Serge Ibaka, le célèbre basketteur congolais évoluant aux États-Unis d'Amérique, a visité, le 4 juillet, deux centres d'accueil d'enfants vulnérables à Brazzaville dans le cadre du suivi des financements alloués à ces institutions de protection de l'enfance.



Portant une casquette, Serge Ibaka, entouré des enfants de la rue

« Nous allons continuer à aider les enfants vulnérables. Le projet est énorme, mais nous allons le réaliser progressivement en collaboration avec l'Unicef, car la volonté d'aider est toujours là. Nous sommes venus pour nous assurer de l'usage des fonds attribués dont les bénéficiaires sont les filles et garçons vulnérables », a indiqué Serge Ibaka.

L'engagement du jeune basketteur aidera à réhabiliter le local de l'Association internationale de solidarité (ASI), à rééquiper le centre, à développer des activités socio-culturelles, à permettre l'accès à l'éducation ou à la formation professionnelle et améliorer la prise en charge des filles vulnérables. « Une étude sur les filières porteuses sera réalisée pour développer notre stratégie de formation et d'insertion. Une stratégie de logement sera expérimentée dès octobre pour accueillir les bénéficiaires les plus isolés »,

« Plus je vois les conditions dans lesquelles vous êtes, plus je suis déterminé à faire mieux pour m'occuper de vous. Soyez confiants, travaillez dur et vous allez également améliorer votre situation »

a expliqué Pauline Ducos, coordinatrice ASI-Congo. Au cours de cette année, trente-quatre bénéficiaires ont été suivies dans les huit filières de formation. Quatre d'entre elles ont obtenu leur diplôme final et huit autres filles sont en attente d'insertion professionnelle.

Le centre d'accueil ASI, une structure de prise en charge de jeunes vulnérables, a reçu pour cette année cent deux jeunes filles et quarante enfants. Deux fois par semaine, il organise des focus de sensibilisation sur des problématiques de santé et l'infirmier a assuré plus de cent quatre-vingts accompagnements médicaux. Outre le local de l'ASI, l'aide servira également à réaliser des travaux de réhabilitation pour l'Espace Jarrot, un centre d'écoute et de réinsertion.

Des encouragements aux jeunes vulnérables

À l'Espace Jarrot et au centre d'accueil ASI, Serge Ibaka a discuté avec les filles et garçons présents et les a encouragés. « J'étais un enfant comme vous. J'ai grandi et je suis devenu ce que je suis aujourd'hui. Vous aussi, vous avez la possibilité. Ceux qui vont à l'école doivent conti-

nuer à y aller et les autres doivent apprendre un métier. Il faut chercher à faire quelque chose selon ce qui vous plaît afin d'améliorer vos conditions de vie. Si vous voulez devenir photographe, personne ne doit vous in-

fluencer à ne pas le devenir », a souligné Serge Ibaka. Dans un climat de confiance, Serge Ibaka et Aloys Kamuragiye, représentant de l'Unicef au Congo, ont répondu aux interrogations des jeunes garçons et filles. « Plus je vois les conditions dans lesquelles vous êtes, plus je suis déterminé à faire mieux pour m'occuper de vous. Soyez confiants, travaillez dur et vous allez également améliorer votre situation », leur a notamment dit Serge Ibaka.

Aloys Kamuragiye a expliqué le rôle de l'Unicef : « Nous agissons à deux niveaux. Nous nous assurons que le pays dispose d'un environnement favorable au bien-être des enfants et nous l'aidons aussi à avoir une bonne politique de protection et d'actions sociales en faveur des enfants. Nous nous assurons également que le gouvernement dispose d'un budget affecté à la protection sociale et qu'il œuvre à changer les normes sociales pour le bien-être des enfants. Nous veillons aussi à ce que les groupes les plus vulnérables soient prioritaires; notamment les enfants défavorisés. »

Le phénomène des enfants de la rue en rupture familiale a émergé depuis 1990. Selon une étude, en 2003, il y avait au total à Brazzaville et Pointe-Noire environ 1 900 enfants concernés. Pour leur venir en aide, l'Unicef travaille en partenariat avec le ministère des Affaires sociales, le Réseau des intervenants sur la problématique des enfants en rupture (Reiper) et l'ASI.

F.I.

CHU DE BRAZZAVILLE

Le budget de 2014 évalué à près de 32 milliards FCFA

La 20^e session ordinaire du comité de direction du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville s'est tenue le 4 juillet dans la salle de conférences du ministère des Affaires étrangères. Le budget de 2014 est en nette augmentation par rapport à celui de 2013 : 31 951 283 960 FCFA contre 29 126 500 000 FCFA, soit une hausse de 2 824 783 960 FCFA (9,69%).

Cette hausse s'explique par l'augmentation de la production propre qui représente 57,52 % et l'apport de l'État au budget du CHU qui est 42,48%. Selon le directeur général de cet hôpital, Bernard Ovoulaka, cette somme permettra la réhabilitation des infrastructures, l'acquisition du matériel et la prise en charge du personnel ainsi que des malades. « Nous avons donc le matériel, les équipements à renouveler. Les médicaments constituent également pour nous une priorité parce que vous êtes sans ignorer que le président de la République a déclaré depuis quelques années, la gratuité de la césarienne. Je crois que ce budget qui nous a été accordé pourra nous permettre d'atteindre nos objectifs », a-t-il indiqué.

Les autres actions à mener consistent à dynamiser le système de facturation par l'informatisation de la gestion des patients (de l'admission à la facturation) ; la lutte contre la fraude par la poursuite de l'installation des caisses aux postes générateurs de recettes et le déploiement du personnel des admissions au niveau des services cliniques, des consultations externes. Il est également prévu le relèvement du niveau des recettes de la pharmacie, des examens (laboratoires et



Jean Philippe Gakosso entouré de Alexis Elira Dokekias et de Bernard Ovoulaka

radiologie) et des blocs opératoires par un approvisionnement régulier en médicaments, réactifs de laboratoire, films de radiologie, kits d'internement et consommables. Puis la poursuite des rapprochements réguliers entre les recettes hospitalières et la direction économique et financière sur les encaissements par anticipation.

Baisse du taux de mortalité

« Je pense que nous allons atteindre nos objectifs cette année, le taux de mortalité va encore continuer à diminuer parce qu'il y a quelques mois nous avons recruté le personnel pour une bonne prise en charge du malade. Ce n'est pas seulement le médicament, le matériel, mais il faut également

l'homme. Et tout cela conjugué a fait en sorte que le taux de mortalité puisse baisser au CHU et la prise en charge commence à être également celle que tout le monde souhaitait », a conclu Bernard Ovoulaka.

Outre le budget, la session du comité de direction a adopté le programme d'activités 2014, le rapport d'exécution budgétaire au 30 septembre et

celui d'activités de 2013. Un point a été fait sur les travaux réalisés et en cours de réalisation au CHU. Il ressort que l'an dernier, la direction générale du CHU a, entre autres, procédé à la réfection des locaux du service d'hygiène hospitalière et du laboratoire d'organogénèse. Les autres actions concernent la réhabilitation et l'équipement du service de neurologie, la stérilisation centrale, les soins intensifs pédiatriques et la pose de l'étanchéité sur les bâtiments de consultations externes. Quant aux travaux en cours de réalisation, on peut citer la réhabilitation des services de psychiatrie, Buanderie, de maladies infectieuses et du dépôt de stockage de médicaments.

Jean Philippe Gakosso qui a présidé les travaux de cette session a jugé positif et encourageant le bilan des activités réalisées en 2013 par le CHU de Brazzaville. En tant que directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, il a rappelé que « La tenue du comité de direction est une occasion particulière. La place qu'occupe le CHU de Brazzaville dans la hiérarchie des hôpitaux, les attentes des populations et des pouvoirs publics en matière de santé constituent des défis majeurs qui nécessitent des solutions appropriées ».

Parfait Wilfried Douniama

NOUVEAU FORFAIT PLAQUETTES DE FREINS

À PARTIR DE
45 000 FCFA TTC

! Attention faites réviser vos freins

CONTRÔLE GRATUIT
du 1^{er} juillet au 30 septembre 2014

CFAO MOTORS CONGO
cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 rue Côte Matève, Tél : 05 550 63 63
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso, Tél : 05 504 93 33 / 06 665 14 39
www.cfaomotors-congo.com

TOYOTA
PIÈCES D'ORIGINE

**NON A LA
CONTREFAÇON**

BEPC 2014

La mission d'observation satisfaite du bon déroulement des épreuves

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Hellot Matson Mampouya, accompagné d'une forte délégation composée de cadres de son administration, a fait le 3 juillet, la tournée de plusieurs centres de Brazzaville. L'objectif principal de cette ronde était de suivre le déroulement du Brevet d'études du premier cycle (BEPC).

La visite a commencé par l'école des Trois Francs de Bango. À Poto-Poto, la délégation est passée dans les écoles Bissila et Bayonne, où il y a deux centres – le collège et le primaire. Le ministre Hellot Matson Mampouya a déclaré sa satisfaction quant au bon déroulement des épreuves dans la quasi-totalité des centres visités, à Pointe-Noire, dans le Kouilou et à Brazzaville.

Partout où la délégation est passée, le constat était satisfaisant. Les élèves étaient deux par tables. La force publique discrète.

Mais la particularité à Brazzaville, c'est le fait qu'il y a eu une rumeur pour une certaine fuite, heureusement vite démentie. Intervenant pour la circonstance, le ministre a demandé à tous les marchands de fausses rumeurs de ne pas détourner l'attention des élèves juste pour les distraire.

La vérité, c'est que les élèves ont fait le constat que ce qui était vu dans la rue et sur Internet, n'était pas ce qui s'est passé réellement lors de l'examen.

Guillaume Ondzé

MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Les animateurs renforcent leurs capacités de travail

Une quarantaine de participants venus de quinze pays d'Afrique de l'Est, centrale et australe, du Sahel, de Genève, de la Délégation régionale pour l'Afrique Centrale, ainsi que des États-Unis d'Amérique ont entamé, le 4 juillet à Brazzaville, un atelier régional de formateurs en premiers secours et santé à base communautaire (PSSBC), santé maternelle, néonatale et infantile dans les sociétés nationales francophones d'Afrique.

L'objectif principal de cet atelier, qui s'étale sur sept jours, vise la mise en œuvre d'une approche plus globale et intégrée en matière de programme de santé reproductive, maternelle, néonatale et infan-

tile avec des actions axées davantage sur les besoins en nutrition, eau, assainissement et hygiène en matière de prévention, de promotion et traitement. « L'atelier de ce jour portant sur les questions de santé de la reproduction, de santé maternelle, néonatale et infantile touche un domaine important de notre vie en société. Toutes ces questions sont inscrites dans le cadre stratégique et opérationnel pour 2015 et les Objectifs 4, 5, 6 et 7 du millénaire pour le développement », a souligné la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Émilienne Raoul. Intervenant à son tour, le président national de la Croix-Rouge congolaise, Christian

Sédar Ndinga, a insisté sur l'intérêt de cet atelier.

Par ailleurs, l'approche PSS-BC permet aussi aux volontaires et aux communautés de prendre en charge leur propre santé et à répondre à leurs besoins de santé prioritaires au moyen d'outils simples adaptés au contexte local.

Les travaux de cet atelier se dérouleront en deux phases : la mise à jour des connaissances à l'échelle mondiale et des sociétés nationales à travers les visites de terrain et l'élaboration d'un plan d'action pour renforcer leurs compétences en matière de pédagogie active et actualiser les connaissances sur les outils et manuels PSSBC.

G.O.



SUPER PROMO

AVEC X-OIL CONGO, PARTAGEONS NOTRE PASSION DU FOOT

VIDANGE

GTX20W50 4 LITRES + FILTRE A HUILE

BRAZZAVILLE : 13 500 F CFA

POINTE-NOIRE : 11 500 F CFA

VIDANGE (BUS)

GTX20W50 7 LITRES + FILTRE A HUILE

BRAZZAVILLE : 26 800 F CFA

POINTE-NOIRE : 24 000 F CFA



PLUS QU'UN LUBRIFIANT,
LA TECHNOLOGIE EN MOUVEMENT

ET CE N'EST PAS FINI !!!

Pour le plein de votre véhicule ou l'achat de 10 litres d'huile CASTROL, nos QUICK SHOP vous invitent à participer au tirage au sort et gagnez des bons d'achat d'une valeur de 5.000 FCFA, 10.000 FCFA, 20.000 FCFA et 30.000 FCFA





BRAZZAVILLE

Le quartier Jacques Opangault enclavé

Depuis des années, les habitants du quartier Jacques Opangault situé dans l'arrondissement 9 Djiri, connaissent des difficultés. Sa géographie et l'absence de voies de communication viables confortent son enclavement, ce qui ne facilite pas le transport des marchandises et des personnes.

Rodrique Koumou, président du Collectif des habitants de la zone Lounda du quartier Jacques Opangault, rapporte d'ailleurs une phrase d'un habitant du quartier, qui montre bien l'impatience de certains habitants de la zone. « Notre quartier est beaucoup trop négligé par les pouvoirs publics. Nous, populations de Jacques Opangault, souhaitons que pendant que l'on fait les travaux d'élargissement du pont de Mikalou jusqu'à la Djiri, l'on trouve aussi une issue pour notre quartier », a déclaré, fermement, Rodrique Koumou.

Ce qui est pire, a ajouté Romuald Mbon, un des habitants de la zone, c'est l'indifférence dont nous faisons l'objet. « Pourquoi ne construisent-ils pas cette route, alors qu'il ne s'agit que d'un petit tronçon de 4 à 5 kilomètres ? Ce tronçon part du pont de Mikalou et débouche juste à une certaine distance du siège de l'arrondissement 9 Djiri. En cas de maladies, le transport se fait par brouettes. Les véhicules de transport qui font cette route, arrêtent le trafic vers 19 heures du fait du désenclavement de la zone. Le manque d'éclairage public est aussi un fait à déplorer », a indiqué cet habitant.

Pour le président du Collectif des habitants de la zone, il serait même souhaitable qu'au vu des difficultés que rencontrent les populations, les pouvoirs publics mettent de la terre jaune pour permettre une bonne circulation des véhicules, en attendant un lendemain meilleur.

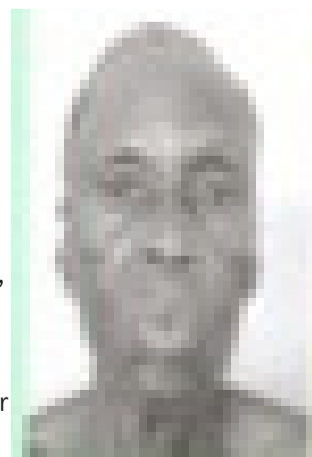
Guillaume Ondzé

NÉCROLOGIE

Vesna Mangondza, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Libokabeka, les familles Longangui, Bonbongo-Mandzondzo, Antoine Niombela et les parents du village Boyengue ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur sœur, mère, grand-mère Hélène Bongounga, survenu le 30 juin 2014 au CHU de Brazzaville des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient au quartier Massengo plus précisément à l'arrêt Marché.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

L'ONU dénonce des crimes contre l'humanité

Dans un rapport publié le 4 juillet sur la situation en RCA, le groupe d'experts des Nations unies s'inquiète de la persistance d'un certain nombre d'exactions commises par les groupes armés ainsi que le pillage des ressources naturelles.

L'Organisation des Nations unies demande plus de fermeté envers les groupes armés. Elle souhaite que les membres des différents groupes qui continuent à exercer des fonctions dans les Forces de défense et de sécurité soient limogés. Les experts dénoncent également l'impunité. Plusieurs sanctions sont envisagées, car une liste de noms sera soumise dans quelques semaines à l'appréciation du comité de sanctions. Pour les experts des Nations unies, la République Centrafricaine est encore loin d'être sortie de l'impasse. Ils s'inquiètent du fait que les autorités de transition n'en font pas assez pour mettre au pas ces groupes armés. Ils souhaitent notamment que les membres des FACA ou de la gendarmerie qui appartiennent à l'un de ces deux groupes soient définitivement écartés des forces de défense et de sécurité. Dans les zones contrôlées par certains responsables Seleka et antibalakas, les experts déplorent la mainmise sur les ressources minières : l'or et le diamant qui ne rapportent plus rien à l'État. Face au pillage de ses ressources minières, les experts souhaitent le retour de l'administration dans ces zones minières actuellement contrôlées par certains responsables Séléka et antibalakas. Par ailleurs, un certain nombre de fauteurs de troubles ont été identifiés et leurs noms seront soumis au comité de sanctions de l'ONU. Au mois de juin déjà, soit six mois après sa mise en place par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, une commission d'enquête internationale sur les exactions en Centrafrique avait remis son premier rapport au Conseil de sécurité à New-York. Les experts onusiens avaient indiqué qu'il est prématuré de parler de nettoyage ethnique ou de génocide en Centrafrique, mais des preuves ont été récoltées sur des crimes contre l'humanité. « Des preuves sérieuses qui prouvent que des individus dans les deux camps ex-rébellion Séléka et les miliciens anti-balaka ont commis des crimes, violant les lois humanitaires internationales ainsi que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité », indique le rapport. « Si la communauté internationale ne réagit pas rapidement avec détermination en envoyant davantage de forces de maintien de la paix en Centrafrique, nous pourrions rapidement faire face à une détérioration de la situation qui pourrait conduire à un nettoyage ethnique ou à un génocide », poursuivent les enquêteurs. Le Conseil de sécurité avait voté en avril l'envoi de douze mille casques bleus dans ce pays déchiré par des violences entre chrétiens et musulmans. Mais cette mission de l'ONU n'entrera en action qu'en septembre prochain. Elle prendra le relais de deux mille soldats français et six mille soldats de l'Union africaine.

Yvette Reine Nzaba

VATICAN

Sous le sourire, la fermeté

La réunion des neuf cardinaux conseillers du pape François s'est achevée vendredi au Vatican avec une seule conclusion : le travail de réforme doit se poursuivre !

La réunion du conseil des cardinaux que le pape François a instituée pour l'aider à avancer dans le travail de la réforme de l'Église au sommet s'est achevée vendredi au Vatican. Pour cette cinquième session ouverte mardi dernier, le conseil s'était enrichi d'un neuvième membre, à savoir le cardinal secrétaire d'État (Premier ministre), l'Italien Pietro Parolin. Pour rappel, parmi les autres membres, on compte un représentant de l'Afrique : le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa, en République démocratique du Congo.

La réforme de la banque du Vatican évoquée

Les travaux qui ont duré quatre jours, de mardi à vendredi, ont consisté en la poursuite du travail entamé pour réformer profondément l'Église catholique de l'intérieur. Au milieu d'autres questions graves, les cardinaux ont attentivement examiné le fonctionnement et le rôle du fameux Institut pour les œuvres de religion, l'IOR, présenté comme « la banque du Vatican ». Cet établissement financier a été souvent au cœur de bien des perplexités papales depuis Jean-Paul II. Son infiltration par la mafia a été évoquée ; des soupçons de blanchiments ont été relayés dans la presse ; des prélats et hauts responsables laïcs véreux y ont été relevés de leurs fonctions.

Un audit, commandé par le pape actuel, a conforté une volonté de le

voir se transformer en une institution plus transparente, où les titulaires de comptes doivent montrer patte blanche et déclarer l'origine des fonds qu'ils y déposent. Mardi, alors que la réunion s'ouvrait, les milieux vaticanistes à Rome bruisaient de la rumeur d'une possible démission du baron et industriel allemand Ernst von Freyberg, l'actuel président de l'IOR.

Nommé à ce poste par le pape Benoît XVI, il avait succédé à l'Italien Ettore Gotti Tedeschi, limogé brusquement après d'autres rumeurs de lutte de pouvoir au sein de l'institution. Si le départ de Ernst von Freyberg devait se confirmer dans les jours qui viennent, elle ne serait pas liée cette fois à des questions de malversations, mais à la volonté expresse de l'Allemand de quitter ses fonctions après avoir remis de l'ordre dans la « banque du pape ». Il est vrai qu'en 72 ans de vie (elle fut fondée en 1942), cette structure en a vu passer des choses ! Le pape a même envisagé un moment de la fermer purement et simplement !

À propos du rôle de la femme au sein de l'Église catholique ?

La réunion qui vient de s'achever ne semble toutefois pas avoir abordé toutes les questions pendantes inscrites à l'ordre du jour. Le fonctionnement du gouvernement de la Cité du Vatican et de la secrétairerie d'État, la primature, par exemple. Vendredi, le père Federico Lombardi, porte-parole du Saint-Siège, s'est limité à annoncer aux journalistes qu'à cette étape des travaux, « il était prématuré de parler d'ébauche de texte » de constitution réformant l'ensemble de la Curie romaine. Mais les cardinaux ont

tout de même pu examiner le rôle de la femme au sein de l'Église catholique, la famille, tout comme la délicate question des couples mariés (et divorcés).

« Le travail se poursuit », a fait savoir le père Lombardi, soulignant la complexité des thèmes à aborder. C'est pourquoi les cardinaux ont décidé de se retrouver trois autres fois d'ici le début 2015 : en septembre, en novembre et en février prochain. C'est le signe que le pape entend bien maintenir la cadence et ne pas céder un pouce de terrain à qui voudrait que la réforme engagée ne bouscule pas trop les situations de rente. « On en est encore au stade des discussions », a indiqué le père Lombardi. Le C9, comme on l'appelle, s'est penché sur la question des nonces apostoliques, a réfléchi sur la manière dont ils sont choisis, ou encore sur la manière de choisir désormais les évêques, autre source de perplexité dans la hiérarchie de l'Église. À l'issue des travaux, des cardinaux anglophones se sont dits satisfaits de la manière dont les choses progressaient. Ils ont dit que tout avait été « FFF » jusqu'ici ; c'est-à-dire « free, frank and friendly » (libre, sincère et amical). Pour le père Lombardi, une telle ambiance est aussi favorisée par la nature joviale du pape lui-même. Toujours le mot pour détendre, mais jamais loin de la fermeté quand il le faut. Cette semaine, le souverain pontife a relevé sans état d'âme l'observateur permanent du Saint-Siège à l'ONU. Il a appelé Mgr Bernardito Auza, un Philippin jusqu'ici nonce apostolique à Haïti, pour remplacer l'Indien Francis Chullikatt, qui avait été nommé par Benoît XVI à un poste où la tradition veut que rarement les prélats y passent moins d'un mandat.

Lucien Mpama

PROMO VISA – DUBAI

Prix : 65.000FCFA (du 07 avril 2014 au 07 juillet 2014)
Kasstour Partenaire de Direct-Africa

Nos services :

- Vente des voitures toutes marques (neuves et occasions)
- Vente de pièces détachées à votre demande
- Agence de voyage (vente de billet d'avion de toutes destinations)
- Obtention de visa (Dubai, Chine, Afrique du sud etc.)
- Assistance à l'aéroport de Dubai
- Transport des marchandises (frets maritime et aérien)

Veillez nous contactez à l'adresse suivante :

Brazzaville (croisement avenue de la paix, rue Mayama N° 84 Mougali)
Tél : 05 009 00 90 / 06 626 50 81 / 06 926 18 92
Email : directafricabzv@yahoo.fr, kasstour@yahoo.fr
Pointe-Noire 476 Boulevard Félix Tchicayas-OCH
Tél : 05 533 17 87 / 06 628 61 67
Email : directafricapnr@gmail.com

MyTontines

GESTION des MUTUELLES du Personnel, TONTINES, APE et CLUBS sur INTERNET, TABLETTES et TELEPHONES PORTABLES : Révolution ou Evolution ?

•Promotionnel National, pour toute inscription avant le 31 Juillet 2014, bénéficiez de 6 mois d'abonnement gratuits.
Code Promotion à retenir pour saisie sur le site : LM987654

•Site : www.mytontines.com

•Email : contact@mytontines.com

•Skype : mytontines

•Représentation Nationale : Voir sur le site

Identifiez
votre entreprise !!!



Livraison badges
24 H chrono

- Badge en PVC
- Badge avec carte à puce
- Badge à piste magnétique



Bzv 04 475 88 41
06 668 90 11
Kin +243 89 93 20 131

849 Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

CHRONIQUE

Juillet, mois de l'Amitié ?

Juillet se veut particulièrement spécial, car l'humanité entière, à travers son instrument le plus symbolique, nous avons cité les Nations unies, a décidé de clôturer ce 7ème mois de l'année par une journée internationale de l'amitié. Quelle interprétation devrions nous en donner ?

En tant que leitmotiv essentiel d'un état de paix généralisé, nous préférons donner plus d'écho à cette initiative onusienne en considérant plutôt le mois entier, qu'exclusivement son trentième jour.

Cette amitié qu'il nous est donné de manifester, particulièrement le 30 de chaque mois de juillet, concerne-t-elle ce sentiment d'affection, d'attachement, de sympathie que l'on est supposé témoigner à son prochain ou encore cette bienveillance, gentillesse, cette courtoisie chaleureuse que l'on devrait manifester dans les relations sociales, privées, mondaines, ou encore ces relations fondées sur le bon voisinage, la bonne entente, la collaboration ?

Assurément, nous assimilons tous ces états d'esprit que nous devons nous approprier et encore bien plus d'autres. Les Nations unies nous exhortent depuis, par l'intermédiaire de leur Secrétaire général, à nouer les uns avec les autres « des liens chaleureux qui renforcent notre humanité commune et favorisent l'épanouissement de la famille humaine. »

La Journée, que nous souhaiterions, mois et même année perpétuelle internationale de l'amitié, est une initiative qui fait suite à une proposition de l'Unesco, reprise par les Nations unies en 1997, définissant la culture de la paix comme « un ensemble de valeurs, d'attitudes et de comportements qui reflètent et favorisent la convivialité et le partage fondés sur les principes de liberté, de justice et de démocratie, tous les droits de l'homme, la tolérance et la solidarité, qui rejettent la violence et inclinent à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes et à résoudre les problèmes. »

Il faut se rappeler que l'acte constitutif de l'Unesco énonce : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes ». Ainsi, il apparaît logique que dans ces mêmes esprits soient élevées les défenses de paix. L'idée force qui impulse cette journée est que l'amitié entre les peuples, les pays, les cultures et les individus peut inspirer les efforts de paix et permettre par là même que soient érigés des ponts entre les nombreuses communautés.

Aussi, l'accent doit-il être mis de prime abord sur la participation des jeunes, futurs dirigeants, sur des activités communautaires qui comprennent les différentes cultures et sur la compréhension internationale et le respect de la diversité.

La Journée internationale de l'amitié qui doit se célébrer chaque jour doit nous permettre de dissiper les malentendus et la méfiance qui sont à la racine d'un si grand nombre de tensions et de conflits dans le monde. Elle doit également nous rappeler que la solidarité humaine est essentielle si l'on veut instaurer une paix et un développement durables.

En mémoire à cette Journée internationale de l'amitié, nouons chaque jour, les uns avec les autres, des liens chaleureux, susceptibles de raffermir notre humanité commune et, il faut bien sûr insister dessus, favoriser l'épanouissement de la famille humaine.

Ferréol Constant Patrick GASSACKYS

MUSIQUE

Roga Roga offre un show gratuit au public ponténégrin

Le méga concert gratuit de Roga Roga et son orchestre Extra musica a clôturé, le 4 juillet au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard à Pointe-Noire, les manifestations organisées à l'occasion du 5e anniversaire de la mort de l'illustre écrivain.

Pendant trois jours, la Fondation Jean Baptiste Tati Loutard (FJBTL) a offert aux ponténégrins une série d'activités dénommées Journées culturelles Jean Baptiste Tati Loutard. Tout ceci pour commémorer l'anniversaire de la mort de l'homme de lettres. Le sport, la musique et les jeux de société ont été au menu des réjouissances qui ont eu lieu à l'école primaire de Ngoyo, pour le football, et au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard, pour le basket ball et les jeux.

Deux disciplines sportives étaient au programme à savoir le basketball et le football. L'équipe Basketball BBS de Pointe-Noire a remporté le tournoi devant Inter club. Les autres équipes participantes sont : CP-GOS et As Chéminots.

Au football, c'est l'équipe de La Base qui l'a emporté devant l'équipe de Tchimbamba sur le score de 2 buts à 1. Six autres équipes: Mpita, Ngoyo, Centre ville et Tchimba Nzassi, Ngoyo, Mvou Mvou et Km4 ont pris part au tournoi disputé dans un bel esprit sportif. Les équipes distinguées ainsi que le meilleur marqueur au basket à savoir Moupegnou et Mana Ostand, le meilleur buteur au football, ont reçu des organisateurs de superbes trophées et des enveloppes. Toutes les équipes participantes dans les deux disciplines ont reçu de la Fon-



Roga Roga pendant le concert

dation des équipements sportifs (maillots, shorts, ballons et accessoires sportifs).

Lounana Kevin, vainqueur du jeu de cartes appelé tchok et Gilles Sakanoua, qui a remporté le jeu de scrabble, ont été aussi récompensés.

Le clou des festivités a été le concert qui a eu lieu le 4 juillet au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard avec le show de Roga Roga et son groupe Extra musica. Bien avant, l'entracte a été assuré par Je'hf Biyeri dit Racines, Teddy Benzo, Brice Mizingou et le talentueux dessinateur Carl Marx qui a peint, séance tenante, en moins de trente minutes un tableau vendu aux enchères sur place et adjugé par Alain Tati Loutard, le président de la Fondation Jean Baptiste Tati Loutard.

C'est donc à 20 heures que Roga Roga et son groupe Extra musica sont montés sur le podium pour le show de la soirée. Les vieux succès et les nouveautés contenues dans Contentieux, l'album en préparation, ont été

interprétés par les musiciens d'Extra musica au complet c'est-à-dire : de la défense à l'attaque.

Pour communier avec son public, quelques fans ont chanté en acapella avec Roga Roga qui les a conviés tour à tour au podium. Un exercice improvisé qui a ravi le public et qui a montré la popularité dont jouit ce groupe à Pointe-Noire.

Le spectacle a été entrecoupé par la tombola organisée à cette occasion et dont le vainqueur, qui a requis l'anonymat, a reçu un billet d'avion Pointe-Noire-Brazzaville pour deux personnes avec séjour dans la ville capitale, frais d'hôtel, voiture à disposition et week-end touristique à Elonda. Le tout assuré par l'organisateur.

À la fin du concert, Alain Tati Loutard, président de la Fondation J.B.T.L a remercié le public, les sponsors et toutes les bonnes volontés qui ont œuvré pour la réussite de ces journées culturelles.

Hervé Brice Mampouya

PARIS

Un forum international sur la conscientisation de la jeunesse congolaise

Un an après la première campagne autour des valeurs patriotiques, le Collectif des jeunes Congolais de la diaspora (CJCD), en partenariat avec l'association Mwana Ndeya présidée par Denis Christel Sassou N'Guesso, relance la dynamique au Palais des congrès de Paris sous le slogan « S'unir pour imaginer ensemble »

Selon le communiqué de presse, conforté par l'élan de solidarité des Congolais de l'étranger en France lors des explosions du 4 mars 2012, la rencontre organisée par le CJCD, présidée par Claude Menda, vise à renforcer le sentiment patriotique, seul moteur véritable, pour mieux participer aux efforts de développement



du Congo. urant toute la journée, les participants au forum international Paris 2014 plancheront sous forme d'ateliers thématiques symbolisés par les trois couleurs du drapeau congolais. Le premier, le vert, sera consacré à la recherche des pistes du renouveau. Lors du deuxième, le jaune, seront passées en revue les attentes de la po-

pulation. Au cours du dernier atelier, le rouge, on s'interrogera sur la manière d'œuvrer pour cimenter l'unité nationale en vue d'une cohésion sociale. Le forum international Paris 2014, selon les organisateurs, sera le rendez-vous de la jeunesse congolaise face à son avenir, du monde virtuel au concret.

Marie Alfred Ngoma

ÉLECTRICITÉ

Un atlas des énergies renouvelables en RDC

Le document, qui est une compilation des informations sur le secteur de l'énergie et des activités connexes dans les cent quarante-cinq territoires du pays, est une source majeure d'informations dans l'élaboration des politiques de la décentralisation énergétique et un outil essentiel pour attirer les investissements.

Des travaux de deux jours tenus du 3 au 4 juillet à Kinshasa ont permis aux experts d'établir un document qui rend disponibles les informations sur les énergies renouvelables sur toute l'étendue du territoire national. Pour le ministre des Ressources hydrauliques et Électricité, Bruno Kapandji Kalala, cet atlas qui a été adopté au niveau des experts est un véritable instrument de développement et une base de données qui donne toutes les informations sur toutes les potentielles en la matière mais également une fiche de projets pour toutes les provinces de la RDC. « C'est un outil important des connaissances pour investir », a-t-il expliqué. Cet agenda permettra, a souligné Idesbald Shinamula du bureau changement climatique au Pnud, le développement des énergies de proximité, au moment où ce secteur vient de s'ouvrir aux capitaux privés, avec la loi sur sa libéralisation. « La RDC n'a pas seulement Inga. Elle en a beaucoup de potentialités méconnues par manque d'informations. Et ce document fournit les informations sur toutes ces potentialités », a-t-il soutenu. Ces travaux de l'hôtel Sultani, à Gombe, ont également per-



Des installations de la Snél

mis d'identifier les obstacles à l'amélioration de desserte en électricité dans le pays.

Soutenir la politique énergétique

Le document produit et avalisé par les experts permettra, à la fin, d'établir les politiques nationales sur l'énergie notamment pour les milieux ruraux. Par ailleurs, la production de cet agenda sera suivie de l'établissement d'un programme chiffré qui sera traduit en budget à présenter aux partenaires

au développement de la RDC. « Aujourd'hui, le secteur énergétique congolais a commencé à s'éclaircir par la loi sur l'électricité. Avec l'Atlas enrichi par cet atelier, la RDC a déjà un document qui fera avancer son agenda national de l'accès pour tous à une énergie renouvelable. Ainsi, ce qui était noir hier est désormais visible sur une carte », a expliqué le ministre Bruno Kapandji.

L'objet de cet atelier a été de faire avancer l'agenda national de l'accès à l'éner-

gie pour tous et mobiliser des partenaires techniques et financiers en vue d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie nationale en RDC.

Ces travaux appuyés par le Pnud et l'Organisation néerlandaise de développement (SNV) a permis à la RDC de réaliser le retard accumulé dans le domaine de l'accès pour tous à l'énergie durable, d'identifier les principaux goulots d'étranglement et de définir les actions prioritaires à engager dans un cadre stratégique cohérent et dyna-

mique. L'agenda ainsi constitué s'est basé du diagnostic réalisé à l'échelle nationale et complété par des rapports plus détaillés réalisés à des échelles plus réduites au niveau des provinces, territoires, voire des villages. Ce qui a permis de compiler des informations sur le secteur de l'énergie et des activités connexes dans les cent quarante-cinq territoires du pays.

Des objectifs ambitieux

Dans le cadre de cet agenda national de l'accès pour tous à une énergie durable, la RDC s'est notamment décidée à doubler le taux d'accès à l'électricité à l'horizon de 2018, le faisant passer de 9 à 18%, à promouvoir la décentralisation énergétique pour atteindre les zones rurales, et à promouvoir des mesures incitatives et des partenariats solides avec la nouvelle loi sur l'électricité.

Pour le ministre Bruno Kapandji, l'Atlas des énergies renouvelables (ADER) de la RDC fait donc partie de documents de référence dont le pays se servira pour bâtir sa politique énergétique, dont l'objectif est de fournir de l'électricité et de l'eau potable à tout congolais vivant en milieu urbain, périurbain et rural. L'ADER servira également de support à l'initiative mondiale de l'énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général des Nations unies en 2012. Alors qu'il va également contribuer à accélérer la mise en œuvre du programme villages modernes qui tire son fondement sur l'accès de la population rurale à l'énergie renouvelable, propre et fiable.

Lucien Dianzenza

RETOMBÉES DE LA RÉUNION DE LUANDA

Six mois supplémentaires aux FDLR pour se rendre

Les éléments des FDLR sont astreints à effectuer leur reddition complète dans le délai fixé et sont d'ores et déjà avertis des conséquences militaires qui découleront de leur non-respect du délai convenu.

Le processus de rapatriement des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dans leur pays d'origine, le Rwanda, vient de recevoir un coup d'accélérateur à la faveur de la réunion tenue à Luanda le 2 juillet. La Communauté des États de l'Afrique australe (Sadc), la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (Cirgl) et les Nations unies ont, à cette occasion, conjugué leurs efforts pour rendre effectif ce rapatriement et consacrer de manière définitive la neutralisation de cette force négative. Des discussions que les participants à cette rencontre ont eues, il en est ressorti une feuille de route qui intègre toutes les étapes du processus du désarmement volontaire des FDLR et de leur rapatriement.

Les pays de la Cirgl et de la Sadc ayant participé à cette réunion ont convenu

d'accorder un délai de grâce de six mois aux FDLR à compter du 2 juillet 2014 pour se rendre. Durant toute la période qui couvre ce délai supplémentaire, il a été décidé de suspendre tout recours aux armes contre ces rebelles hutus rwandais. Toutefois, une évaluation à mi-parcours sera faite dans trois mois pour s'assurer du bon déroulement des opérations. À ce jour, les sources onusiennes attestent que près de deux cents rebelles rwandais des FDLR ayant rendu les armes et quelque quatre cents de leurs dépendants attendent dans les camps de la Monusco leur rapatriement vers le Rwanda. Tenant au respect de leur ultimatum, les délégués de la Sadc, de la Cirgl et de l'ONU ont exigé des FDLR « d'effectuer leur reddition complète dans le délai fixé et les avertis des conséquences militaires qui découleront de leur non-respect du délai convenu ».

Ces décisions prises à Luanda sont plutôt mal digérées dans une certaine opinion intérieure qui regrette que la Cirgl et la Sadc n'aient pas imposé à Kigali un dialogue avec les FDLR. Pour les tenants de cette approche, c'est la seule alternative plausible qui

ramènerait définitivement la paix dans la sous-région. Aussi longtemps que les rebelles hutus rwandais présumés génocidaires ne réintégreront pas la vie nationale au Rwanda sur fond d'une véritable réconciliation des cœurs, la paix sera toujours un vain mot dans les Grands lacs, se convainc-t-on.

Entre-temps, une autre opinion craint qu'avec le moratoire qu'on leur a accordé avec à la clé la suspension de toute opération militaire contre eux, les FDLR en profitent pour se réorganiser et continuer à mettre en mal la sécurité dans les Grands lacs. Ainsi que l'avait déclaré Martin Kobler, le patron de la Monusco, l'option militaire reste toujours de mise au cas où des résistances se signaleraient dans les rangs des FDLR. Quant à la RDC, son concours dans ce processus

« s'inscrit dans le contexte des engagements contractés par les Etats membres de la Cirgl signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ». Ces engagements lui font, en effet, obligation « de contribuer à la résolution des problèmes sécuritaires et humanitaires de la région ».

Alain Diasso

COMMERCE ILLÉGAL DU BOIS

Initiative des pays d'Afrique de l'Est pour contrer la fraude en RDC

Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda collaboreront étroitement avec cinq organismes internationaux pour mettre fin à l'exploitation forestière illégale et le commerce frauduleux du bois dans la sous-région et plus au centre du continent, dans le Bassin du Congo, à cause de leurs conséquences désastreuses sur les richesses naturelles et la biodiversité.

Concrètement, ces trois pays ont convenu d'augmenter le nombre de gardes forestiers et leur capacité à travailler le long de leurs frontières communes. Au regard de l'importance du projet, certains pays comme la Norvège ont décidé de l'appuyer financièrement. Cette collaboration permet à ces pays du bloc est de mettre à profit l'expertise avérée des cinq organismes partenaires, en l'occurrence Interpol, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations unies pour le développement, le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

En effet, chacun de ces organismes devra, en fonction de sa spécialité, aider les gouvernements de ces trois pays à être plus efficaces dans la lutte contre la fraude dans un secteur aussi stratégique que le bois pour le continent africain.

L'initiative vise également à doter ces pays des outils nécessaires pour combattre la corruption, appliquer leurs lois respectives et mieux contrôler leurs douanes. Avec des forêts mieux gérées, c'est l'ensemble de la région qui contribuera à atténuer les changements climatiques, en fournissant à la planète un débit d'eau fiable, de l'air pur, des sols fertiles, etc.

Les forêts tropicales de l'écosystème seront également une source inépuisable de revenus pour la région. Ensemble, l'initiative Afrique de l'Est sur le commerce illégal du bois et le programme REDD+ de l'ONU (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) devront avoir des effets encourageants sur la lutte contre le commerce illégal de bois en Afrique. L'on estime les pertes annuelles à des dizaines de milliards de dollars américains. Cette initiative permettra de porter un coup dur aux différents points de transit pour le bois exploité illégalement dans les pays du Bassin du Congo, principalement la République démocratique du Congo et la République centrafricaine.

L'on estime la couverture forestière de l'Afrique à environ deux milliards d'hectares, la plus grande partie dans le Bassin du Congo.

Laurent Essolomwa

COOPÉRATION FRANÇAISE

Inauguration d'un centre d'accueil pour enfants de la rue

Évalués à plus 61000 dollars américains, les travaux ont consisté non seulement à la construction d'un dortoir d'une capacité de cent lits, des sanitaires et des douches, mais aussi à l'aménagement extérieur et l'acquisition d'une motopompe.

La coupure du ruban symbolique a été faite par la représentante de la ministre du Genre, Famille et Enfant, Mme Adrienne Binwana, qui à cette occasion a rappelé la nécessité de soutenir les initiatives des structures locales en mobilisant des moyens pour mettre fin au phénomène enfants de la rue, tout en félicitant le travail réalisé grâce à l'appui de la coopération française. Il s'en est suivi la visite des dortoirs et du bloc sanitaire.

Présent à cette cérémonie, l'attaché de coopération de l'ambassade de France en RDC, Sébastien Daure, qui s'est réjoui de l'aboutissement heureux de ce projet, a rappelé la volonté de la Coopération française de travailler avec les structures locales afin de soutenir la jeunesse congolaise.

Situé dans le quartier Dingi Dingi, dans la commune de la Nsele, ce centre qui appartient à l'ONG Orper (Œuvres de reclassement et de protection des



Le bâtiment abritant le dortoir ayant une capacité de cent lits

enfants de la rue, a bénéficié du financement de la coopération française, à travers le Fonds social de développement (FSD). Cet appui dont le coût total est estimé à 61.644,95 dollars USD, a consisté à la construction d'un bâtiment du centre d'accueil et des

sanitaires destinés aux enfants et jeunes de la rue de Kinshasa que regroupe l'ONG Orper. Le chantier a été réalisé par un entrepreneur local et quatre jeunes issus de la rue en formation aux métiers du bâtiment.

Félicitant le Rejeer (Réseau des édu-

cateurs des enfants et jeunes de la rue) pour son rôle d'interface et sa force de création de synergie, le représentant d'Orper, Père Alpha Mazenga, a remercié l'ambassade de France pour le soutien financier et technique ainsi que la démonstration de sa volonté de coopé-

rer entre les peuples congolais et français. Ferme de sept hectares, acquise depuis 2008, Orper l'avait déjà mis en valeur en faisant les activités de maraîchage, poulailler, élevage de porcs, pisciculture, etc.

Ce centre a déjà accueilli deux colonies durant l'été 2013 avec une capacité d'accueil de deux cents enfants. Il sert d'accueil à des groupes issus d'autres structures de prise en charge d'enfants et jeunes dans l'objectif de générer des recettes afin de poursuivre les efforts en faveur de la réinsertion des enfants de la rue.

La construction de ce bâtiment s'inscrit dans le cadre du projet du Fonds spécial de développement intitulé : "Réinsertion socio-économique des enfants et jeunes de la rue" qui a démarré en juillet 2012 par la signature d'un protocole d'accord entre les gouvernements français et congolais. D'un montant de 500.000 USD, ce projet vise d'une part à renforcer les capacités de la société civile congolaise œuvrant pour l'insertion économique et sociale des jeunes de la rue et, d'autre part, appuyer les initiatives émanant de la société civile favorisant l'insertion économique et sociale des jeunes dans un objectif de développement local.

Gypsie Oïssa Tambwe

MATATA PONYO

« La RDC a tourné la page de la guerre »

Interrogé par le journal britannique « The Guardian », le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, a estimé que les nouveaux enjeux et défis qui s'imposent en République démocratique du Congo (RDC) sont désormais d'ordre économique.

Les femmes violées et les enfants soldats étaient une réalité pendant la guerre mais la RDC est aujourd'hui une économie qui croît à un rythme de 8%, une inflation maîtrisée à 1% et des réserves de change d'un niveau très élevé, a-t-il soutenu. Le pays est également engagé à fond dans le chantier des infrastructures, avec la construction des routes, des écoles et des hôpitaux. Désormais, la RDC aspire plus aux investissements étrangers des sociétés multinationales. Pour lui, après les conflits armés, c'est l'ère des entreprises.

Plusieurs paramètres devraient, selon lui, convaincre les plus dubitatifs. À titre d'exemple, il a cité la construction de mille écoles, et la hausse du budget alloué au secteur de l'éducation, passé de 6 à 16%. Une campagne de sensibilisation est d'ailleurs en cours pour pousser les familles congolaises à envoyer leurs enfants à l'école au lieu de les initier aux travaux de champ. La bancarisation est une réforme importante qui a ramené au système bancaire près de 800 000 fonctionnaires, en dehors des policiers et militaires, selon les chiffres fournis par l'Association congolaise des banques. En prenant en compte ces deux catégories, l'on arrive à des estimations de l'ordre d'un million. Rien de plus pour pousser le chef du gouvernement à envisager des perspectives meilleures.

Le Premier ministre a reconnu, par ailleurs, que les décisions douloureuses étaient nécessaires pour atteindre les priorités de développement. Il persiste encore de nombreux obstacles mais le processus est engagé.

Il a présenté le grand projet d'aménagement des parcs agro-industriels financés par des partenariats publics-privés comme un moyen de réduire la dépendance du pays à ses richesses minières qui alimentent actuellement sa croissance. Cette révolution agricole a surtout pour principal objectif de mettre fin à la dépendance du pays aux produits importés qui ont représenté plus de 1,5 milliard de dollars américains.

Pour l'heure, cette politique vise, par exemple, à apporter des semences améliorées aux villages ruraux pour accroître leurs rendements. L'autre projet capable d'engager le pays dans la voie du développement est la construction d'Inga III pour un coût global estimé à 12 milliards de dollars US. Ce surplus d'énergie pourra contribuer à la croissance de l'industrie minière. Au-delà, plusieurs problèmes de développement posés par le déficit énergétique trouveraient des solutions durables. Inga III devra être opérationnel en 2020.

Laurent Essolomwa

UNION AFRICAINE

Les dirigeants africains réaffirment leur volonté de consacrer 10% de leurs budgets à l'agriculture

L'engagement est contenu dans la déclaration de Malabo adoptée par l'Union africaine qui a réuni en sommet les chefs d'État du 26 au 27 juin.

Les dirigeants africains ont une fois de plus amélioré les dispositions de la déclaration de Maputo de 2003 dans laquelle ils se sont engagés à allouer au moins 10% de leurs budgets nationaux à l'agriculture et à multiplier par deux la production agricole, à réduire de moitié les pertes post-récolte et à ramener à 10% le taux de retard de croissance sur le continent africain. La déclaration de Malabo prévoit que les États membres de l'Union africaine mettent en œuvre un certain nombre de réformes politiques essentielles visant à éradiquer la faim et à réduire de moi-

tié la pauvreté en Afrique d'ici 2025, rapporte Africa press organization.

Comme priorités, cette nouvelle déclaration fixe la mise en place opérationnelle de la Banque africaine d'investissement, la réalisation d'investissements responsables dans le secteur privé, le renforcement du soutien aux échanges commerciaux intra-régionaux, ainsi que l'adoption de stratégies agricoles respectueuses du climat, l'inclusion des jeunes et la fixation d'objectifs en matière d'emploi, et la responsabilité mutuelle vis-à-vis des résultats.

Cependant, souligne ce communiqué, les dirigeants africains n'ont pas réussi à régler le débat sur l'établissement d'une norme commune de mesure de 10%. En outre, cette déclaration ne règle pas le débat sur l'amélioration de la transparence des budgets. Ce com-

munié souligne qu'un défi permanent demeure : celui de rendre des comptes. Car, de par leur nature, les dépenses agricoles relèvent de différents ministères, départements et agences.

Aussi la déclaration n'exprime-t-elle pas explicitement son soutien à la participation des différentes parties prenantes aux processus de développement agricole mis en place par les gouvernements. Elle n'adopte pas non plus de position claire quant à d'autres objectifs tels que faciliter l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés, engager des investissements dans les services de recherche et de vulgarisation agricole, mettre fin à l'inégalité des sexes et améliorer les droits fonciers des pauvres.

G.O.T.

DOTATION

Des matériels roulant pour vingt-cinq zones de santé du Kasai-Occidental

La cérémonie de remise de ces matériels s'est passée à Kananga en présence notamment du gouverneur cette province, Alex Kande Mupompa.

Au total, vingt-trois jeeps Land-Cruiser 4x4 et 1020 vélos viennent d'être remis aux vingt-cinq zones de santé du Kasai-Occidental. C'est dans le cadre du Projet d'appui aux soins de santé primaires (ASSP) que s'inscrit cette dotation du gouvernement britannique par l'entremise du Département pour le développement international (DFID). La dotation du gouvernement

britannique porte à quarante le nombre des véhicules déjà remis à la province du Kasai-Occidental en plus de quarante-quatre motos de marque yamaha DT 125 et 1020 vélos.

Ce geste du gouvernement britannique ne pouvait pas laisser insensible le gouverneur Alex Kande qui n'a cessé de saluer la coopération entre les gouvernements britannique et congolais. Il a reconnu que cette dotation apporte un appui considérable au renforcement de secteur de la santé en RDC. Il a, en outre, promis d'avoir un œil vigilant

quant à l'utilisation de ces véhicules tout en soulignant que son gouvernement ne lésinera pas à sanctionner « tout mauvais gestionnaire ou lui retirer carrément l'engin ». Pour le directeur des opérations au Projet des soins de santé en milieu rural, Hubert Betu Mona l'appui du gouvernement britannique à la province du Kasai-Occidental vise à accroître l'amélioration de la santé des populations ouest kasaiennes en général, des mères et des enfants de moins de 5 ans en particulier.

Aline Nzuzi

INTERVIEW

Antoine Yvernault : « Il n'y a aucune raison pour que les cinéastes congolais ne fassent pas parler d'eux »

En un peu moins de deux semaines, Kinshasa a abrité deux importants rendez-vous dédiés au 7e art, à savoir le festival du Cinéma au féminin (Cinef) et le Festival international du cinéma de Kinshasa (Fickin). Les deux organisations, initiatives respectives de jeunes cinéastes de l'Association des femmes cinéastes congolaises et de Bimpa Production, ont bénéficié du soutien de la Coopération française. le chargé de l'audiovisuel de l'ambassade de France, Antoine Yvernault, s'est exprimé aux Dépêches de Brazzaville à propos de ce regain constaté dans le domaine du cinéma caractérisé par la volonté de jeunes cinéastes à manifester leur savoir-faire.

Les Dépêches de Brazzaville : Cette tenue successive de festivals de cinéma procède-t-elle de l'énergie des cinéastes déterminés à sortir de l'anonymat ou de la volonté de la Coopération française à promouvoir le secteur ?

Antoine Yvernault : Quand je suis arrivé en RDC, j'ai commencé à prendre des contacts avec des cinéastes et différents acteurs dans le domaine culturel. Je me suis alors aperçu qu'il y avait des jeunes réalisateurs, quelques fois des moins jeunes, qui avaient tous de l'énergie et des idées mais qui manquaient des connexions pour essayer de faire aboutir leurs projets et des moyens financiers ou matériels. Ainsi dans mon

travail de coopération audiovisuel, j'ai décidé d'aller vers l'ensemble de ces cinéastes et opérateurs pour qu'ils aillent plus loin dans leur travail. C'est donc la conjonction des deux.

D'une part la Coopération française a envie d'aider le développement du cinéma parce que la France y est très attachée. Il ne faut pas oublier que c'est en France que le cinéma a été créé à la fin du XIX^e siècle. Et la deuxième chose c'est qu'en plus de mon travail de repérage des différentes personnes au niveau du cinéma et des acteurs culturels, j'ai eu effectivement envie d'aider des projets parce qu'ils étaient aboutis, ils avaient déjà été écrits. Sur lesquels il y avait des personnalités qui avaient beaucoup d'idées et vraiment des envies très fortes de faire parvenir leur projet à leur fin.

C'est un travail de longue haleine qui ne se fait pas en deux mois. J'ai commencé ce travail en septembre 2012 et arrivé au 30 juin 2014, il a fallu pratiquement vingt mois pour arriver à centrer un bon nombre de travail, rassembler les énergies pour proposer quelquefois des subventions pour faire des films et pour aller plus loin, leur donner des idées de se réunir, de mettre en perspective le travail du cinéaste en RDC. Je crois qu'il y a vraiment un grand besoin d'un marché audiovisuel plus important. Mais qui dit marché audiovisuel dit production et aussi un minimum de moyens



Antoine Yvernault lors de la clôture de la première édition du Fickin à l'échangeur de Kinshasa

humains et financiers.

LDB : Pensez-vous que le cinéma a de l'avenir en RDC ?

AY : L'on est en marche. Entre guillemets, je dirais que la RDC et tous ces jeunes créateurs sont en marche pour ouvrir une nouvelle page de l'histoire culturelle du pays. Oui, le cinéma a vraiment de l'avenir comme nous l'avons vu dans beaucoup de pays africains si l'on rentre par exemple en 1990 à Lagos au Nigéria, soit les gens regardaient la

télé chez eux, soit ils regardaient la vidéo avec des cassettes VHS, soit ils apportaient des films venus des pays anglo-saxons comme les États-Unis ou la Grande Bretagne. Personne ne s'imaginait qu'il y aurait une industrie de cinéma puissante au Nigéria. Pourtant, en vingt ans, Nollywood a été créé. Et en nombre de productions de films, que ce soit au niveau des moyens, courts et longs métrages, Nollywood est maintenant la première plaque tournante du monde où il y a le plus de produc-

tions de films. Mais que l'on aime ou pas ce genre de films, là c'est un tout autre débat. En tout cas, Nollywood est devenue la première terre où l'on fait le plus grand nombre de films par an, c'est un succès.

Donc dans tous les pays africains, il y a de la place pour faire du cinéma. Suivant le nombre d'habitants, il n'y a pas la même puissance de marché.

Moi j'ai assisté à la naissance de Riverwood au Kenya. Je peux vous dire que maintenant il y a aussi un vrai marché du cinéma là-bas basé très localement et ne se contente pas simplement d'importer des films qui viennent de l'étranger. En Afrique du Sud, effectivement l'industrie y est plus ancienne mais prenons le cas du Maroc, de la Tunisie et du Sénégal aussi où il y a eu un bon développement. Et donc dans le cas de la RDC, vu la taille du pays, le nombre d'habitants et de gens qui portent des projets culturels, il n'y a aucune raison pour que les cinéastes congolais ne fassent pas parler d'eux. Et d'ailleurs ils ont déjà commencé à faire parler d'eux, puisqu'il y a eu des longs métrages comme Viva Riva! dont on a beaucoup parlé.

Des documentaires à l'instar de ceux de Dieudonné Hamadi, notamment Atalaku et Examens d'État qui ont commencé à faire le tour du monde. Je crois qu'à la suite il va y avoir encore d'autres cinéastes qui vont vraiment marquer les esprits et faire plaisir à tous les Congolais ou les gens qui ont envie de voir du cinéma congolais.

Propos recueillis par

Nioni Masela

BANDE DESSINÉE

Madame Livingstone revisite l'histoire coloniale du Congo

La nouvelle œuvre de Barly Baruti et Christophe Cassiau-Haurie est parue le 2 juillet aux éditions Glénat.

L'histoire de la BD (bande dessinée) se déroule en Afrique centrale où, pendant la première guerre mondiale, le jeune lieutenant belge Gaston Mercier est chargé de couler un cuirassé allemand sur le lac Tanganyika. À cette occasion, il rencontre Mme Livingstone, guide autochtone métis surnommé ainsi à cause de son kilt qu'il porte élégamment, mais aussi parce qu'il prétend être le fils du célèbre explorateur. Livingstone est rusé, habile et au fait de tout ce qui peut se tramer autour du lac. Petit à petit, alors que la guerre entre puissances coloniales belge et allemande fait rage au cœur du continent noir, le jeune pilote belge va essayer d'en apprendre un peu plus sur l'histoire « Madame Livingstone ».

L'histoire mêle aventure et amitié sur fond de Première guerre mondiale en Afrique. La réalité des lieux est magnifiquement restituée par le dessin de Barly Baruti, en couleurs directes. L'album est prolongé d'un cahier bonus de seize pages éclairant sur le contexte historique. « Je l'ai traité à la manière

d'un roman graphique. J'ai fait énormément de crayonnés d'études des personnages, de décors, d'objets... Mais une fois les images au crayon placées sur la planche originale, je ne

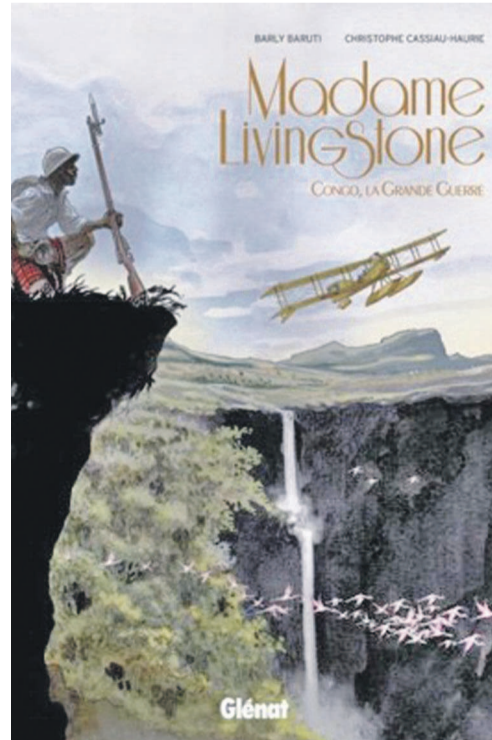
revenais plus dessus avec une gomme et je passais directement à la couleur. Des fois j'aboutissais mon dessin par l'encrage des contours, souvent pas » a expliqué le bédéiste congolais sur fumetti.over-blog.com.

« Barly Baruti peint magnifiquement les paysages du grand Tanganyika. Des parures des femmes aux aurores, les aquarelles sont superbes, et si la reconstitution est précise, son Congo de 1915 respire la vie et l'instant. Le parcours personnel de Livingstone donne un supplément d'âme à cette très belle aventure », indique sudouest.fr.

Pour Barly Baruti, en Afrique, face à l'autoroute des médias et la grande littérature, la BD se positionne comme une passerelle entre les deux mondes.

« Aujourd'hui bien d'auteurs africains explosent leurs talents, exposent et proposent leurs œuvres. On a beaucoup de choses à dire », a-t-il expliqué.

Patrick Kianimi



La couverture de la BD

FOOTBALL

Attente de confirmation du match amical Gabon contre RDC le 11 juillet

La nouvelle de ce match amical n'a pas été confirmée par les officiels congolais du football. Et pourtant, le staff technique des Panthères gabonais aurait déjà publié la liste des joueurs convoqués pour le déplacement de Kinshasa.

Les éliminatoires de Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2015 débutent en septembre. Et certaines équipes s'activent déjà dans les préparatifs. Et l'on apprend que la sélection nationale du Gabon, les Panthères, pourraient livrer un match amical contre les Léopards de la RDC le 11 juillet à Kinshasa. Mais sur place à Kinshasa, cette information n'a pas encore été officialisée par la Fédération congolaise de football association. « En préparation des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, l'encadrement technique du Gabon, dirigé par le trio d'entraîneurs Claude Albert Mbourounot, Claude Kossi et Raphael Nzamba Nzamba, vient de livrer une liste de vingt-neuf Panthères issues des clubs locaux qui prendront part au match amical opposant l'équipe nationale du Gabon à celle de la République démocratique du Congo (RDC) le 11 juillet prochain à Kinshasa », indique les médias de Libreville, et la nouvelle est déjà rendue publique dans les médias sur Internet.

Et d'ailleurs, la liste des joueurs gabonais convoqués pour disputer cette rencontre amicale est même connue. Il s'agit des gardiens de but Claude Boris Nguema (Mounana), Paulin Nzambi (Ombilianzi), Victorien Moussa Otiomo (Missile FC). Les défenseurs gabonais convoqués sont Edmond Mouele (Mangasport), Rodrigue Moundounga, Georges Ambourouet, Aaron Appindangoye (Mounana), Muller Ndinda, Christian Nze Ondo, Junior Prince Ndinga (Missile FC), Emmanuel Ndong Mba, Erwin Nguema, Ismael Abogo (US Bitam), Dimitri Bibang (Sapins) et Lionel Obame (POG FC). Au milieu de terrain, le trio d'entraîneurs qui encadre la sélection gabonaise a retenu Cédric Ondo Biyoghe (CMS), Térance Wombo Biteghe (Missile), Yann Gnassa (Sapins), Samson Mbingui, Cédric Boussougou (Mangasport), Franck Engonga, Knox Ness Younga (Mounana) et Moanda Bangelier (Bongoville). Enfin, les attaquants retenus sont Bonaventure Sokambi (Mounana), Lionel Yakouya (US Bitam), Arnold Yembi (CMS), Laurys Ndong Meyé (Bongoville) et Romuald Tsitsigui (Mangasport). De ces vingt-cinq joueurs, cinq seront gardés pour le déplacement de Kinshasa. Si l'on confirme ce match à Kinshasa, ce sera le premier match amical de la sélection A de la RDC depuis la participation des Léopards locaux au troisième Championnat d'Afrique des Nations en janvier 2014 en Afrique du Sud. Dossier à suivre.

Martin Engimo

HUMEUR

À quand le festival exclusif de la musique traditionnelle ?

Cette interrogation vient de l'observation faite ces derniers temps. En effet, lorsque n'importe quel festival dit de musique traditionnelle est organisé, on constate que la musique tradi-moderne prend le dessus sur la musique traditionnelle. De l'avis de certains observateurs, la musique traditionnelle tend à disparaître faute de véritable relais. Est-ce parce que le tradi-moderne s'est converti en fonds de commerce? Voyons-le.

Aucun département ou aucune sous-préfecture de la République n'échappe à cela à cause d'un certain laxisme qui s'est emparé des populations des villages. Celles-ci ne sont plus assez enthousiastes pour organiser des cérémonies populaires de jouissance faites de danses inter-villages. Un désintérêt pour des simples plaisirs qui ne rapportent rien à l'heure où le calcul est de gagner un peu d'argent. Conséquence : les danses folkloriques sont en train de disparaître petit à petit. Pour preuve, cet engouement qui anime les villages lorsqu'ils reçoivent des autorités politico-administratives. Les uns et les autres rivalisent d'ardeur pour montrer leurs talents de danseurs, de batteurs de tam-tam ou de chanteurs suscitant l'admiration des « citoyens de la ville » que sont les hommes politiques, nostalgiques, à cet instant, de leur longue jeunesse passée au village. « Cette danse-ci existe encore ? Pourquoi n'a-t-elle jamais été sélectionnée lors des festivals de danse que nous avons ? » C'est-là le genre de questions qu'une autorité politico-administrative, posait aux danseurs de sa contrée.

En réalité, les festivals inter-villages, inter-sous-préfectures et autres devraient permettre de mesurer la variété et la richesse de nos danses traditionnelles en voie de disparition. Et, à partir de là, étudier des stratégies pour leur survivance. Car c'est un tord que de les évaluer à partir de la ville qui ne renvoie pas toujours la vraie réalité des choses. Encore que toutes les danses folkloriques n'ont pas été transportées en ville où se passent des sélections parfois « ratées ». Cette course effrénée vers la danse tradi-moderne, pour des raisons souvent commerciales, détruit la substance originelle de la vraie danse traditionnelle.

Répétons-le, de nombreuses danses dites, à tort ou à raison, « traditionnelles » ne le sont pas du tout. Elles sont plutôt « tradi-modernes » en raison de la forte instrumentation moderne à laquelle on recourt souvent et du mauvais mélange avec la vraie musique traditionnelle. À titre d'exemple, les danses traditionnelles comme « Kondzi-Abega », « Iyoga », « Ondessa », pourtant encore pratiquées dans certains villages du pays, ne sont jamais sélectionnées.

Aux opérateurs culturels, chroniqueurs culturels de comprendre que l'absence de ces danses traditionnelles aux festivals enfonce définitivement le clou pour leur extinction. Autrement dit, la pérennisation de ces danses traditionnelles demande qu'un soutien soit apporté à ceux qui la pratiquent et qui sont encore nombreux dans les villages. Eux seulement sont capables de nous présenter des spectacles inédits de danses vraiment traditionnelles qui permettent de retrouver les vestiges légués par les anciens. Tel est ce qui arriva lors d'un festival de danses avec le spectacle inédit offert par un groupe de la Cuvette-Ouest à travers leur danse appelée « Lenguéké ».

Une chose est vraie, si hier ces danses traditionnelles se perpétuaient dans les départements des Plateaux, Lékoumou, Cuvette, Pool, Likouala, Kouilou, Sangha, Bouenza, Niari, Cuvette-Ouest, bref dans nos villages, c'était grâce au degré de leur transmission de génération en génération. Aujourd'hui, la peur est grande de voir ces danses disparaître avec l'urbanisation de l'ensemble des villages du Congo.

Tenez ! Demander à un ressortissant de Sibiti, Bétou, Bilala, Ntokou, Mvouti vivant en ville d'interpréter une vraie chanson ou une vraie danse traditionnelle de chez lui, la réponse serait plus que décevante.

Sauvons nos danses traditionnelles !

Faustin Akono

HANDBALL

La fédération met de l'ordre dans son fichier

Le secrétaire général de la Fédération congolaise de handball (Fécohand), Victor Itoua Keita, s'est entretenu le week-end dernier avec les secrétaires généraux des équipes de handball de Pointe-Noire en vue d'examiner les documents administratifs relatifs à la participation des équipes au championnat départemental junior et senior.

Après la séance de travail avec les secrétaires généraux des équipes, l'administrateur de la fédération s'est dit satisfait que les problèmes soient résolus. « Après Brazzaville, il était question qu'on descende aussi dans les départements pour examiner ces questions afin d'avoir un fichier correct de la Fécohand. Nous avons demandé à la ligue départementale de continuer le travail. Nous reviendrons dans deux semaines pour faire le constat », a déclaré Victor Itoua Keita, ajoutant que sur les huit équipes seniors et six juniors participant au

championnat départemental, certaines ne disposaient pas de tous les documents administratifs en dehors des licences.

Le délégué de la fédération et les secrétaires des équipes ont également échangé sur les transferts et mutations des joueurs. « Nous avons constaté que les mouvements des joueurs se faisaient d'une manière irrégulière : des joueurs partaient d'un département pour un autre sans document administratif. Nous avons voulu assainir cette situation et examiner cela sur place. Nous avons rapporté les documents que nous avons reçus à Brazzaville et ensemble nous avons fait le point : on a vérifié équipe par équipe, on s'est mis d'accord. Chaque partie qui avait perdu ou reçu un joueur était ampliateur d'un document parce que la qualification part de la délivrance de la licence », a souligné l'administrateur.

Victor Itoua Keita a souligné que les ligues départementales de la Bouenza, du Niari et de

la Cuvette demandaient à la fédération de résoudre ce même problème de mutation et de transfert dans leurs départements respectifs. Les deux parties ont examiné les contours des mutations et transferts sur le plan financier, la réglementation et le paiement des droits.

Le secrétaire de la Fécohand a expliqué que les mouvements étaient répartis en trois volets : la mutation, le déplacement d'un joueur d'un club vers un autre de la même localité ; le transfert, lorsqu'un joueur quitte un département pour un autre ; et la qualification exceptionnelle, réservée aux joueurs qui reprennent leurs activités après quelques années de repos. Cette année, dix mouvements de joueurs ont été enregistrés à Pointe-Noire, à savoir 6 mutations et 4 transferts.

Notons enfin que le transfert d'un junior sélectionné en équipe nationale est de 800 000 FCFA tandis que celui d'un senior s'élève à 600 000 FCFA.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Ibra'Son Kololo se lance dans le tournage de clips

Après avoir quitté le groupe Nkota en 2009, Ibra'Son Kololo a mis fin à sa longue traversée du désert avec le lancement de ses propres clips. L'attente de son album n'en devient que plus palpitante.

Douhia, Tchadi et Ma Route : telles sont les chansons sur lesquelles le chanteur a décidé de réaliser ses propres clips, actuellement en tournage. Des tubes qui reflètent au mieux, selon lui, son propre parcours. La solitude et la ténacité pour enfin parvenir à quelque chose fait de ses propres mains : tel est le double message qui résume à la fois sa vie et sur lequel il souhaite engager les jeunes.

« Mon histoire, elle vient de débiter et je m'attèle à présenter de belles choses en me faisant compléter avec le soutien de tous ceux qui aiment ma musique », explique-t-il.

Avant la fin des tournages, l'artiste réserve à ses admirateurs des moments de détente d'ici à la fin de l'année. C'est son souhait le plus ardent, lui qui vient de passer des moments inoubliables avec les Ponténégrins



Prestation de l'artiste lors du festival N'Sangu Ndji-Ndji

lors de la dixième édition du festival international des musiques et des arts Nsangu Ndji-Ndji, où il déclare avoir donné le meilleur de lui-même.

Une déclaration qui est loin de n'être qu'un vœu si l'on en croit la réaction du public auquel il

a réservé, en primeur, le fruit de son talent, forgé pendant la période de solitude à laquelle il vient de mettre fin. Nous ne pouvons qu'attendre ce qu'il nous réserve pour la fin de cette année !

Luce Jennyfer Mianzoukouta

OFIS
RESEAUX & TELECOMS

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville

Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel



COUPE DU MONDE 2014

Neymar déclaré forfait pour la suite de la compétition

Le choc qui a foudroyé la troisième vertèbre lombaire du meneur de jeu brésilien lui prive prématurément le reste de la Coupe du monde qu'il souhaitait pourtant terminer en beauté.

Neymar a fait ses adieux au mondial à la 88ème minute du quart de finale contre la Colombie. Un coup de genou brutal de Juan Zuniga dans le dos, sur un duel aérien, lui a en effet brisé l'une des vertèbres. « Malheureusement, il ne pourra plus jouer pendant ce mondial », a expliqué le médecin de l'équipe brésilienne, Rodrigo Lasmar, sur les médias du pays avant de préciser que le meneur brésilien ne sera pas de service pendant près de cinq semaines. Une triste nouvelle qui a couvert de larmes les visages de tout un peuple.

La fracture de Neymar est en effet un coup dur pour le Brésil. D'autant plus que le joueur, à lui seul, portait sur ses épaules le poids de l'attaque de la Séléçao. Pour sa première participation au mondial, à l'âge de 22 ans, il a inscrit 4 buts en cinq matchs disputés. Notamment son doublé face à la Croatie en match d'ouverture. Une performance qui semblait lui permettre de prendre une bonne option pour le classement des buteurs. Malheureusement, à ce jour, le Brésil est obligé de ne plus compter sur le talent de Neymar pour vaincre l'Allemagne en demi-finale. Il est vrai que les joueurs allemands compatissent à la douleur des Brésiliens mais il n'est pas faux de croire qu'en même temps ils poussent un ouf de soulagement sur l'absence du joueur qui pouvait leur rendre la vie difficile en demi-finale. « Il nous manquera (...) La seule chose que nous pouvons faire c'est de jouer et d'espérer battre l'Allemagne », a expliqué l'attaquant Oscar. Le capitaine Thiago Silva suspendu pour le prochain match a, quant à lui, souligné que ce sont des moments comme ceux-ci qui permettent aux équipes de montrer leur véritable force. Il revient donc aux autres qui constituent l'ossature de l'équipe de faire le jeu pour le rêve brésilien de remporter cette Coupe du monde ne puisse pas s'envoler avec le forfait de Neymar. L'issue du match contre l'Allemagne nous en dira plus.

Rominique Nerplat Makaya

ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

300 enfants découvrent la terre et sa richesse

La cérémonie qui a mobilisé autant de jeunes enfants s'est déroulée, le 4 juillet à Brazzaville, dans les jardins du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza sous le patronage de la ministre des Affaires sociales, Émilienne Raoul, et de l'ambassadeur de France au Congo. « Tous au potager », tel était le thème retenu pour faire découvrir aux tout petits ce que la terre offre et les engager à la protéger.

L'initiative de cette journée est de Terre d'école, un projet éducatif destiné aux élèves du primaire, du secondaire et du lycée. Il s'agit d'associer aux programmes scolaires classiques du pays, une pédagogie permettant aux enfants de retrouver leurs racines ancestrales autour de la culture des plantes au sein de l'école et de leur faire adopter des attitudes visant à protéger leur environnement. Au-delà, le projet veut, à sa façon, contribuer à l'auto-suffisance alimentaire du plus grand nombre.

C'est ainsi Terre d'école a réuni 300 enfants, dont 120 venus des orphelinats et 180 enfants venus de 9 circonscriptions d'actions sociales. Une grande manifestation agréementée par les artistes français de renom, Michel Delpech et Claude Morgan, qui sont venus de Paris.

« Terre d'école ne pouvait choisir meilleur endroit que le mémorial Pierre Savorgnan de Brazza où ont été jetés les fondations de notre ville capitale Brazzaville, mais aussi de l'histoire moderne du Congo. Votre fondation, madame Maylin se soucie de permettre à nos enfants d'envisager leur avenir avec sérénité, tout comme le mémorial leur offre des repères pour fixer le passé, mieux aborder le présent afin de regarder l'avenir avec assurance. Formidable convergence de vue qui constitue un véritable tremplin, une merveilleuse opportunité pour cette belle pépinière », a déclaré Bélanda Ayessa, directrice du mémorial Pierre Savorgnan de Brazza. Né dans une famille enseignante depuis le début du 20ème siècle, l'ambassadeur de France au Congo, Jean Pierre Vidon, a toujours affirmé sa vocation de défendre tout ce qui touche à l'enseignement, à l'éducation, à la formation professionnelle. C'est d'ailleurs la raison de sa présence à cette manifestation de Terre école. « Cette initiative est aussi valable pour mon pays, la France, et pour d'autres pays du monde. Car l'on s'aperçoit que dans beaucoup de métropoles, on perd le contact avec ces ques-

tions. En France, nos enfants doivent aussi apprendre, comme les enfants congolais aujourd'hui, ce que sont des fruits, des légumes... L'expérience récente a montré qu'il y avait beaucoup des progrès à effectuer. On trouve des situations similaires sur la terre, la nature humaine étant la même partout. Je me réjouis de cette initiative », a déclaré l'ambassadeur français. Émilienne Raoul a rappelé que les enfants présents à cette cérémonie, proviennent des orphelinats, des circonscriptions d'actions sociales dans des quartiers populaires, ceux qui vivent dans des familles qui ont des problèmes pour le vécu de chaque jour, les parents étant en situation de précarité. Enfin, il y a ceux de la rue et ceux qui viennent de l'Institut psychopédagogique (IPP). Elle a également précisé que quand on parle des enfants vulnérables, ils sont sous la charge du ministère des Affaires sociales. Madame Maylin, a pour sa part déclaré que c'est pour l'avenir des enfants qu'elle a pensé à ce projet qu'elle porte depuis de longs mois. S'étant attardée sur la genèse du projet, elle a conclu qu'il s'agit d'« un projet imaginé en Afrique par les Africains pour les Africains. »

Bruno Okokana

RÉFLEXION

La nouvelle équation stratégique mondiale

Des mois et des années d'observation attentive débouchent finalement sur la conclusion que trois grandes puissances, et trois seulement, dominent désormais le monde: les États-Unis, la Chine et la Russie. L'Inde, qui devrait être placée dans ce petit groupe de nations étant donné son poids humain, ne semble pas décidée à jouer, du moins pour le moment, un rôle notable sur le plan stratégique ; quant à l'Europe, elle chemine si lentement sur la voie de son unité politique qu'elle restera longtemps encore à la remorque des États-Unis dans toutes les grandes affaires.

Comment les trois « Grands » pèseront-ils sur le monde dans les décennies à venir ? Sans lire dans le marc de café et en s'en tenant simplement aux évidences présentes l'on peut répondre à cette question, sommairement cela va de soi, de la façon suivante :

1) La Chine va certainement poursuivre, sinon même accélérer, sa marche en avant et, du même coup, accentuera les pressions qu'elle exerce déjà dans le but de rééquilibrer les relations internationales. On la verra donc augmenter les moyens qu'elle déploie pour sécu-

riser son territoire, notamment sur le plan maritime, renforcer son influence en Asie comme hors d'Asie – tout spécialement en Afrique dont elle a été la première à comprendre et à accompagner l'évolution –, imposer progressivement sa monnaie comme instrument d'échange et de réserve sur les marchés mondiaux, accentuer les pressions qu'elle exerce déjà pour obtenir un rééquilibrage, en sa faveur, de la gouvernance mondiale. Dans le même temps, il lui faudra cependant faire face aux revendications d'une population au sein de laquelle émerge une puissante classe moyenne dont les exigences finiront sans doute par ébranler le pouvoir politique très concentré qui la gouverne. Sa stabilité intérieure, et donc sa capacité d'action extérieure, dépendront de la façon dont ses dirigeants présents et à venir organiseront le passage d'une certaine forme d'autocratie à une certaine forme de démocratie.

2) La Russie a clairement entrepris de panser les plaies ouvertes dans sa chair par la décomposition brutale de l'Union soviétique il y a vingt-cinq ans. Que cela plaise ou non aux Occidentaux, Vladimir Poutine et ses successeurs continueront à cheminer résolument sur cette

voie même si cela provoque ici et là des crises avec ses voisins. L'on peut donc s'attendre à ce que les tensions avec l'Europe et les États-Unis s'accroissent dans les mois à venir ; pas seulement en Europe de l'Est, mais peut-être aussi avec la Chine comme ce fut longtemps le cas dans des régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux puissances divergeaient et continuent, quoiqu'elles prétendent, de diverger. Même si ce n'est pas le cas aujourd'hui, où la remise en ordre intérieure constitue une priorité pour les dirigeants du Kremlin, le temps viendra où la Russie, débarrassée du fardeau dogmatique qui la plombait, se préoccupera d'accroître sa présence sur les régions du monde en plein développement, l'Afrique tout particulièrement. Aussi la verra-t-on probablement peser de tout son poids pour qu'une place plus grande soit faite aux pays émergents dans les institutions de la gouvernance mondiale.

3) Les États-Unis, eux, vont passer par une phase délicate qui consistera pour leurs dirigeants à cesser de considérer qu'ils sont les gendarmes du monde. Leur système économique libéral ayant démontré son efficacité même s'il engendre des dérives dangereuses sur

le plan financier, les Américains vont devoir compter avec les deux grandes puissances qui émergent ou ré-émergent en copiant ce système, mais qui n'entendent pas laisser les États-Unis intervenir comme ils l'ont fait dans les dernières années en fonction de leurs seuls intérêts. Ainsi, probablement, va s'engager au plan international une partie de bras de fer, ouverte mais également souterraine, dont certaines péripéties – au Proche et au Moyen-Orient notamment – risquent de faire peser de sérieux risques sur la paix du monde. Étant donné le poids humain, économique, financier, militaire des deux autres « Grands », il ne fait aucun doute que les hôtes à venir de la Maison Blanche devront faire preuve d'une sagesse accrue dans leur approche des réalités internationales.

Que conclure de tout ceci ? Simple-ment, ici à Brazzaville, que l'Afrique et les Africains ont aujourd'hui dans les mains des cartes maîtresses pour tirer le meilleur parti de la nouvelle partie d'échec qui s'engage entre les grandes puissances.

Jean-Paul Pigasse